



Société Anonyme à Conseil d'Administration
Au capital de 600.000.000 euros
Siège social : 50 avenue Pierre Mendès France – 75013 PARIS
501 682 033 RCS PARIS

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Le présent rapport a pour objet d'exposer l'activité de la Société au cours de l'exercice 2017, conformément aux dispositions de l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier et de l'article 222-3 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Ce rapport comprend :

I.	Le rapport de gestion du Conseil d'administration	p 2
II.	Le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise	p 40
III.	Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2017	p 50
IV.	Le rapport des Commissaires aux comptes sur lesdits comptes	p 76
V.	Le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements règlementés	p 80
VI.	Projet de texte des résolutions soumises à l'Assemblée générale ordinaire annuelle	p 81
VI.	La déclaration des personnes physiques responsables du rapport financier annuel	p 83

* * *

Le présent rapport financier annuel est déposé auprès de l'AMF selon les modalités prévues par le Règlement Général.



Société Anonyme à Conseil d'Administration
Au capital de 600.000.000 euros
Siège social : 50 avenue Pierre Mendès France – 75013 PARIS
501 682 033 RCS PARIS

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Annuelle en application des statuts et des dispositions du Code de Commerce afin de vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le **31 décembre 2017**, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

Les termes et expressions spécifiques utilisés dans le présent rapport ont la signification qui leur est attribuée ci-dessous :

« **Pool de collatéral** » désigne l'ensemble des crédits à l'habitat octroyés par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne venant en garantie des prêts qui leur sont consentis, conformément à l'article L.211-38 du Code monétaire et financier.

« **Sur-collatéralisation** » désigne l'encours minimum de collatéral (prêts apportés en garantie) demandé par les agences de notation pour conserver le meilleur niveau de notation possible (AAA).

« **Crédit** » désigne un crédit renouvelable multidevises mis à la disposition des Emprunteurs par l'Emetteur.

« **Emprunteurs** » désignent BPCE et certaines Banques Populaires et Caisses d'Epargne et de Prévoyance. Chaque Banque Populaire et Caisse d'Epargne et de Prévoyance est un actionnaire de BPCE.

« **Prêts** » désignent l'encours de la dette des Emprunteurs au titre du Crédit.

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE ET EVOLUTIONS PREVISIBLES

1) Description des principales activités de la Société

Au cours de l'exercice 2017, BPCE SFH a poursuivi son activité d'émetteur (« Emetteur ») d'obligations de financement de l'habitat (OH) du Groupe BPCE en vertu de son agrément en qualité d'établissement de crédit spécialisé – société de financement de l'habitat délivré par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution le 1^{er} avril 2011.

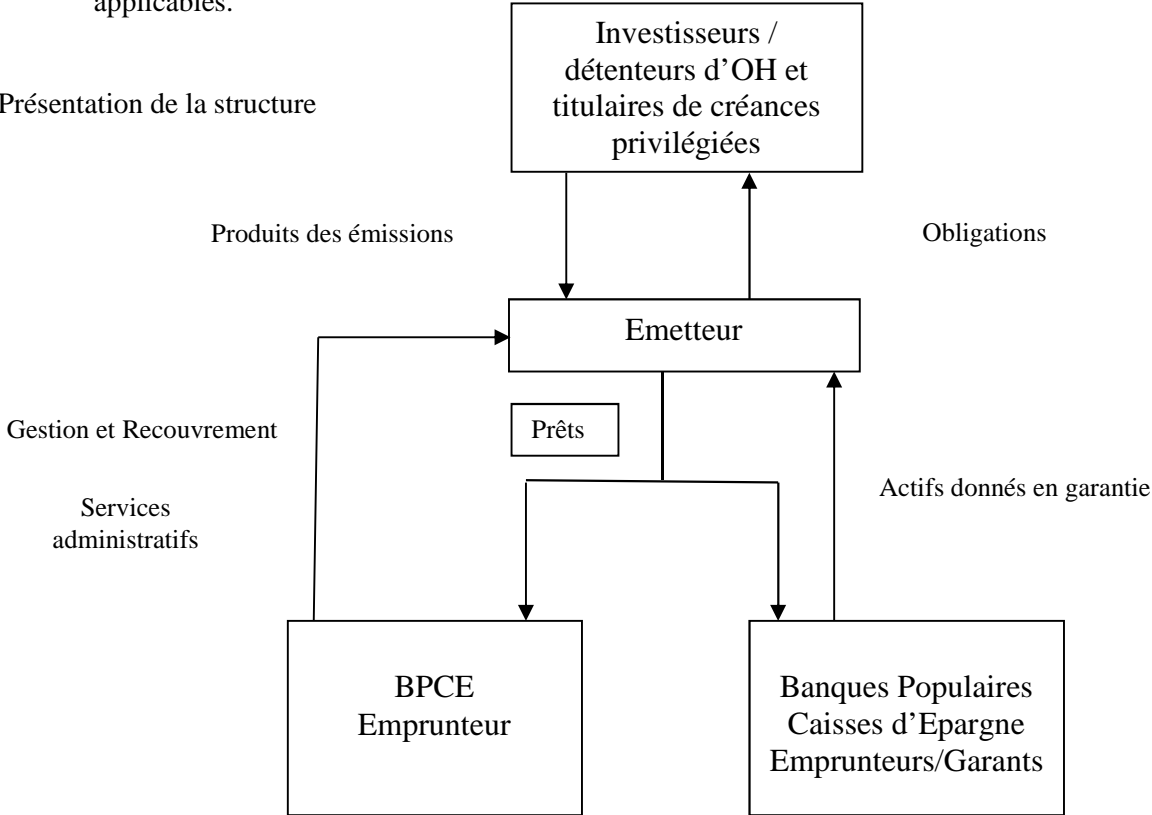
BPCE SFH réalise des émissions obligataires et le produit de ces émissions est reprêté aux BP, aux CEP ou à BPCE dans une logique de miroirisation en montant, en devise et en durée, moyennant une marge permettant de couvrir les frais de fonctionnement.

Les émissions obligataires de BPCE SFH ont été notées AAA /Aaa par Standard & Poor's et Moody's. Les agences de notation veillent scrupuleusement en particulier au respect du niveau de sur-collatéralisation qu'elles estiment requis pour obtenir ces notations au plus haut niveau de leurs échelles. Cette sur-collatéralisation est évolutive dans le temps en fonction de la maturité des obligations émises et des cash flows des crédits à l'habitat composant le pool de collatéral.

En vertu de l'article L513-28 du Code monétaire et financier qui définit l'objet exclusif des sociétés de financement de l'habitat et de l'article 4 de ses statuts, la Société peut, pour la réalisation de son objet, exercer les activités et opérations ci-dessous, tant en France qu'à l'étranger :

- i. Opération de crédit et opérations assimilées dans les conditions fixées par la réglementation applicable aux sociétés de financement de l'habitat et dans les limites de son agrément ;
- ii. Opération de financement dans les conditions fixées par la réglementation applicable aux sociétés de financement de l'habitat au moyen de l'émission d'obligations de financement de l'habitat ou toutes autres ressources conformément à la réglementation applicable aux sociétés de financement de l'habitat ; et
- iii. L'Emetteur peut accomplir toutes opérations qu'une société de financement de l'habitat est autorisée à accomplir, ou serait à l'avenir autorisée à accomplir, conformément aux lois et règlements applicables, et plus généralement toutes opérations concourant à l'accomplissement de son objet social, dès lors que ces opérations sont conformes à l'objet exclusif des sociétés de financement de l'habitat tel que défini par les lois et règlements applicables.

Présentation de la structure



Dans le cadre du Programme, l'Emetteur peut à tout moment émettre des Titres qui seront souscrits par les Investisseurs / détenteurs d'OH et titulaires de créances privilégiées.

Les revenus de ces Titres seront utilisés par l'Emetteur, en tant que prêteur, pour financer des avances qui seront mises à disposition des Emprunteurs dans le cadre du Crédit.

Pour garantir le paiement complet et dans les délais de toutes les Obligations Sécurisées, chaque Garant a accepté de remettre en garantie certains actifs éligibles au bénéfice de l'Emetteur, en tant que prêteur. Ces actifs remis en garantie, conformément à l'article L.211-38 du Code monétaire et financier, constituent le pool de collatéral. Il s'agit de créances résidentielles à l'habitat consentis à des particuliers par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne et bénéficiant d'une hypothèque de 1^{er} rang ou d'une caution accordée par un établissement de crédit, une société de financement ou une entreprise d'assurance.

Ces créances répondent à un certain nombre de critères d'éligibilité, plus restrictifs que les critères légaux, et dont les principaux sont :

- le prêt est destiné à l'acquisition, la rénovation, la construction ou le refinancement d'un bien immobilier à usage d'habitation et est accordé à une personne physique ou à une société civile immobilière détenue par des personnes physiques ;
- le bien immobilier financé doit être situé en France ;
- le prêt à l'habitat est soumis au droit français et libellé en euro ;
- tous les critères et conditions préalables appliqués par l'apporteur de collatéral au titre de ses procédures habituelles d'accord de crédit doivent être satisfaits ;
- le prêt à l'habitat n'est pas accordé à un employé de l'apporteur de collatéral ayant produit ce crédit ;
- le prêt s'amortit sur base mensuelle ou trimestrielle ou semestrielle ;
- à la date de mobilisation concernée :
 - o le capital restant dû au titre du prêt à l'habitat n'excède pas 1 000 000 € ;
 - o le rapport entre le montant du prêt à l'habitat et la valeur actualisée du bien immobilier financé est inférieur ou égal à 100% ;
 - o la durée restant à courir du prêt à l'habitat est inférieur ou égal à 30 ans ;
 - o le prêt ne présente aucune échéance impayée ;
 - o l'emprunteur a payé au moins une échéance d'intérêt ;
 - o l'emprunteur est noté au moins 8 sur l'échelle de notation de crédit interne au groupe BPCE (critère non contractuel).

En outre, lorsqu'il s'agit de prêts cautionnés, BPCE SFH s'est fixée le respect d'un ratio charges d'emprunts / revenus du débiteur, qui doit être d'au maximum 33% lors de l'octroi du prêt, en application de l'article 129 e) du CRR.

Par ailleurs, BPCE SFH a nommé BPCE en tant que mandataire (i) pour exécuter les missions de gestion et de recouvrement mentionnés à l'article L513-15 du Code monétaire et financier et (ii) pour fournir à l'Emetteur certains services relatifs au traitement administratif, logistique, fiscal, comptable ou règlementaire, au contrôle interne et à l'assistance juridique de l'Emetteur et relatifs à l'exercice de certain de ses droits et l'exécution de certaines de ses obligations dans le cadre du Programme.

2) Description de toute tendance connue ayant des répercussions sur la Société et ses secteurs d'activité

BPCE SFH, en tant qu'émetteur d'obligation de financement de l'habitat intervient sur le marché des obligations sécurisées. Ce marché a montré une forte résilience au travers des différentes crises passées. En 2016, les volumes d'émissions sur le marché primaire Euro-benchmark furent bien inférieurs par rapport à 2015. Par ailleurs, il existait des incertitudes en 2017 concernant la durée du programme d'achat de la Banque Centrale Européenne (CBPP3) qui contribua à l'augmentation du volume des obligations sécurisées en euros.

De plus, la législation et la réglementation applicables aux institutions financières et ayant un impact sur la Société ont significativement évolué depuis 2008 et le début de la crise financière.

Plus généralement, les régulateurs et législateurs français et européens sont à tout moment susceptibles de prendre des mesures nouvelles ou différentes qui pourraient impacter significativement le système financier dans son ensemble ou la Société en particulier.

3) Logique bilancielle

BPCE SFH bénéficie des dispositions des articles L.211-36 à L.211-40 du Code monétaire et financier correspondant à la transposition en droit français de la Directive de l'Union Européenne dite Directive Collatéral.

Cela permet d'éviter, en régime de croisière, le transfert dans le bilan de l'émetteur des actifs affectés en garantie.

Ces actifs qui restent donc dans le bilan des établissements du groupe qui participent au dispositif sont rassemblés dans un pool de collatéral où ils sont identifiés précisément comme le requiert la loi et sont affectés en garantie au bénéfice de BPCE SFH.

Ce sont intégralement des crédits à l'habitat produits par les Banques Populaires (BP) et les Caisses d'Epargne (CEP).

Ils doivent respecter des critères très précis avec un souci de qualité de la garantie, qui ont été fixés par la loi.

4) Ratio de couverture

Les sociétés de financement de l'habitat doivent maintenir à tout moment un ratio de couverture entre leurs actifs et leurs passifs bénéficiant du privilège.

Conformément à l'article R513-8 du code monétaire et financier, les sociétés de financement de l'habitat doivent maintenir un ratio d'au moins 105% entre leurs ressources bénéficiant du privilège et leurs actifs. Ainsi que les valeurs de remplacement à condition que lorsque les actifs d'une société de financement de l'habitat comprennent des créances garanties par d'autres actifs, la garantie soit par nantissement, soit par transfert de propriété, doit être prise en compte pour le calcul de ce ratio (en application des articles L211-36 à L.211-40, L.313-23 à L.313-35 et L.313-42 à L.313-49 du Code monétaire et financier).

Conformément à l'article R513-8 du Code monétaire et financier, le calcul du taux de couverture prend en compte les expositions sur des entités ou entités liées appartenant au même groupe consolidé jusqu'à la concurrence de 25% de la ressource non privilégiée décrite dans le règlement n°99-10 du 9 juillet 1999.

Conformément à l'article L513-32 du code monétaire et financier, les sociétés de financement de l'habitat doivent désigner un contrôleur spécifique avec l'accord de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, dont les tâches sont les suivantes :

- i. Assurer la conformité de la société de financement de l'habitat avec les articles L513-28 à L513-30 du code monétaire et financier ;

- ii. Certifier le ratio de couverture réglementaire est respecté dans le cadre (a) du programme trimestriel des émissions bénéficiant du privilège de la société de financement de l'habitat et (b) de toute émission de ressources bénéficiant du privilège et dont le montant est au moins 500 millions d'euros ;
- iii. S'assurer que les prêts à l'habitat accordés ou financés par la société de financement de l'habitat répondent à l'objet de l'article L513-28 et aux exigences de L513-29 et suivant du code monétaire et financier ;
- iv. Contrôler que les méthodes d'évaluation des risques établies par un établissement de crédit ou une compagnie d'assurance sont adéquates (conformément à L233-16 du code de commerce), lorsque les prêts à l'habitat accordés ou financés par la société de financement de l'habitat sont cautionnés par un autre établissement de crédit ou une compagnie d'assurance entre dans le champ de L233-16 du code de commerce ;
- v. Revoir le niveau de rapprochement des taux et des échéances entre les actifs et les passifs, conformément à l'article 12 du règlement n°99-10 du 9 juillet 1999 relatif aux sociétés de financement de l'habitat. Si le contrôleur estime que le niveau de rapprochement des taux et des échéances créerait des risques excessifs pour les créanciers bénéficiant du privilège, le contrôleur informe les dirigeants et l'Autorité de contrôle prudentiel.

Le contrôleur spécifique a accès à des informations permettant de vérifier la conformité de chaque émission avec le taux de couverture réglementaire. Ce taux est publié sur le site de l'Emetteur quatre fois par an et contrôlé trimestriellement par le responsable du traitement. L'Emetteur publie chaque trimestre sur son site internet son dernier ratio de couverture d'actif.

5) Activité réalisée au cours de l'exercice 2017

Trois émissions sont arrivées à échéance en 2017.

Numéro de la série	Montant En euros	Date d'échéance
10	1 485 000 000	16/02/2017
11	30 000 000	16/02/2017
18	105 000 000	23/07/2017

Le programme d'émission pour l'exercice 2017 avec un montant maximum d'émission de dettes privilégiées de 3,5 milliards d'euros a été approuvé par le Conseil d'administration lors de la séance du 16 décembre 2016, révisé par les Conseils d'administration des 26 avril et 20 juin 2017.

BPCE SFH a réalisé au cours de l'année 2017 des émissions d'obligations de financement de l'habitat pour un montant total de 3776 millions d'euros. A titre de référence, les émissions réalisées en 2016 se sont élevées à 1780 millions d'euros.

La société a réalisé les émissions suivantes en 2017 :

Numéro de la série	Montant En euros	Date d'échéance	Durée de vie initiale (années)
094	27 000 000	13/01/2039	22
095	40 000 000	26/01/2029	12

096	20 000 000	01/02/2047	30
097	50 000 000	13/02/2042	25
098	750 000 000	21/02/2024	7
099	20 000 000	13/02/2024	7
100	50 000 000	13/04/2037	20
101	50 000 000	05/05/2037	20
102	1 000 000 000	08/06/2029	12
103	60 000 000	14/06/2035	18
104	104 000 000	30/06/2037	20
092 tranche 4	100 000 000	30/06/2031	14
105	5 000 000	20/07/2037	20
098 tranche 2	200 000 000	21/02/2024	6,6
079 tranche 2	100 000 000	24/04/2025	7,6
106	25 000 000	12/10/2037	20
107	1 000 000 000	13/04/2028	10,5
108	100 000 000	26/10/2037	20
088 tranche 2	25 000 000	30/03/2039	21,4
098 tranche 3	50 000 000	21/02/2024	6,3

Au 31 décembre 2017, BPCE SFH a un total de 108 souches obligataires résiduelles représentant un encours de 23 002 000 k€ avec une durée de vie moyenne résiduelle de 5,55 ans.

Numéro de la série	Montant En euros	Date d'échéance	Durée de vie moyenne résiduelle (années)
26	25 000 000	02/02/2018	0,09
59	40 000 000	19/02/2018	0,14
21	1 430 000 000	28/02/2018	0,16
12	685 000 000	20/03/2018	0,22
53	8 000 000	20/12/2018	0,97
5	950 000 000	20/02/2019	1,14
17	25 000 000	20/07/2019	1,55
23	1 000 000 000	29/11/2019	1,91
57	1 900 000 000	30/01/2020	2,08
80	500 000 000	28/07/2020	2,57
43	1 445 000 000	17/09/2020	2,71
45	40 000 000	30/09/2020	2,75
55	20 000 000	28/01/2021	3,08
60	25 000 000	15/04/2021	3,29
71	75 000 000	12/09/2021	3,70
2	2 100 000 000	13/09/2021	3,70
3	15 000 000	23/12/2021	3,98
4	12 500 000	29/12/2021	3,99
58	5 000 000	04/02/2022	4,10

6	1 450 000 000	23/03/2022	4,22
14	34 000 000	20/06/2022	4,47
15	40 000 000	22/06/2022	4,47
16	10 000 000	11/07/2022	4,53
76	800 000 000	11/10/2022	4,78
25	15 000 000	27/12/2022	4,99
84	1 000 000 000	10/02/2023	5,11
27	25 000 000	15/02/2023	5,13
29	5 000 000	22/02/2023	5,14
32	35 000 000	17/04/2023	5,29
42	25 000 000	05/09/2023	5,68
48	1 150 000 000	29/11/2023	5,91
81	10 000 000	22/01/2024	6,06
7	500 000 000	24/01/2024	6,06
99	20 000 000	13/02/2024	6,12
98	1 000 000 000	21/02/2024	6,14
13	40 000 000	07/06/2024	6,43
67	1 150 000 000	27/06/2024	6,49
20	40 000 000	26/07/2024	6,57
24	65 000 000	10/12/2024	6,94
28	25 000 000	18/02/2025	7,13
74	800 000 000	24/02/2025	7,15
79	300 000 000	24/04/2025	7,31
72	5 000 000	18/09/2026	8,71
35	25 000 000	28/05/2027	9,40
107	1 000 000 000	13/04/2028	10,28
34	30 000 000	22/05/2028	10,39
36	51 000 000	29/05/2028	10,41
37	25 000 000	12/06/2028	10,45
38	20 000 000	27/06/2028	10,49
39	130 000 000	28/06/2028	10,49
40	10 000 000	29/08/2028	10,66
41	20 000 000	29/08/2028	10,66
95	40 000 000	26/01/2029	11,07
62	10 000 000	21/05/2029	11,39
102	1 000 000 000	08/06/2029	11,44
68	5 000 000	11/07/2029	11,53
69	14 000 000	30/07/2029	11,58
70	10 000 000	27/08/2029	11,66
44	20 000 000	25/09/2029	11,73
49	9 000 000	29/11/2029	11,91
82	25 000 000	29/01/2031	13,08
83	20 000 000	10/02/2031	13,11

87	25 000 000	24/03/2031	13,23
92	420 000 000	30/06/2031	13,49
46	30 000 000	28/10/2033	15,82
47	20 000 000	14/11/2033	15,87
50	10 500 000	29/11/2033	15,91
54	25 000 000	30/01/2034	16,08
56	25 000 000	31/01/2034	16,08
63	62 000 000	30/05/2034	16,41
51	10 000 000	06/12/2034	16,93
77	5 000 000	27/02/2035	17,16
103	60 000 000	14/06/2035	17,45
52	20 000 000	17/12/2035	17,96
89	40 000 000	02/06/2036	18,42
93	25 000 000	25/07/2036	18,57
100	50 000 000	13/04/2037	19,28
101	50 000 000	05/05/2037	19,34
90	30 000 000	08/06/2037	19,44
104	104 000 000	30/06/2037	19,50
105	5 000 000	20/07/2037	19,55
106	25 000 000	12/10/2037	19,78
108	100 000 000	26/10/2037	19,82
86	80 000 000	22/03/2038	20,22
94	27 000 000	13/01/2039	21,03
88	65 000 000	30/03/2039	21,24
91	30 000 000	15/06/2039	21,45
73	10 000 000	17/10/2039	21,79
66	50 000 000	06/12/2039	21,93
64	50 000 000	26/03/2040	22,23
65	35 000 000	27/08/2040	22,66
61	40 000 000	26/11/2040	22,90
85	35 000 000	18/02/2041	23,13
97	50 000 000	13/02/2042	24,12
75	50 000 000	11/03/2042	24,19
78	10 000 000	13/03/2045	27,20
96	20 000 000	01/02/2047	29,09

23 002 000 000

5,55

Au 31 décembre 2017, le collatéral mis en garantie par les BP et les CEP représentait 30,399 milliards d'euros.

BPCE SFH a dû rembourser 1 515 millions d’euros, du fait de la tombée de la série 10 et de la série 11 en février 2017. Conformément à la réglementation SFH, la structure doit disposer des fonds nécessaires 6 mois avant l’échéance.

Dans ce cadre, le 19 août 2016 BPCE SFH a emprunté 1 300 millions d’euros à BPCE sur 7 mois à OIS + 19 bps et prêté à BPCE 1 300 millions d’euros sur 3 mois à OIS + 4 bps.

Ces opérations renouvelées mensuellement, ont été clôturées le 19 février 2017, et ont générées une charge de 201 milliers d’euros en 2017.

BPCE SFH est doté actuellement d’un capital de 600 millions d’euros. Son capital est détenu à hauteur de 100% par BPCE. Le capital a été investi :

- à hauteur de 200 millions d’euros par l’acquisition d’obligations foncières (notées AAA) émises par la Compagnie de Financement Foncier à 10 ans à compter du 22 juin 2012 à un taux d’intérêt de 3,25% (échéance 22 juin 2022),
- à hauteur de 100 millions d’euros par l’acquisition d’obligations de financement de crédit de l’habitat (notées AAA) avec une surcote de 17,12 millions euros émis par CM-CIC Home Loan SFH à compter du 30 octobre 2013 à un taux d’intérêt de 4,375% (échéance 17 mars 2021),
- à hauteur de 100 millions d’euros par l’acquisition d’un titre Crédit Mutuel - CIC en date du 03 décembre 2015 pour une échéance en avril 2026. Le titre verse un coupon annuel de 0,875% et a été souscrit avec une décote de 871 milliers d’euros.

Le titre d’investissement de la Compagnie de Financement Foncier de 195 millions d’euros est arrivé à échéance le 3 juin 2016. Les 195 millions d’euros n’ont pas été réinvestis.

Le Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) a communiqué en mai 2017 à BPCE SFH l’appel de contribution 2017 au Fonds de Résolution Unique (FRU) pour 1 971 milliers d’euros. Cette contribution correspond :

- D’une part à une cotisation définitive (égale à 85 % du montant payé) enregistrée en charges. Cette charge, non déductible au plan fiscal, s’élève à 1 675 milliers d’euros.
- D’autre part à un dépôt de garantie (égal à 15 % du montant payé) enregistré à l’actif du bilan. Ce dépôt de garantie s’élève à 296 milliers d’euros.

BPCE SFH doit rembourser 2 180 millions d’euros en février et en mars 2018 au titre des tombées des séries 12, 21, 26 et 59.

Pour ce faire, le 1^{er} septembre 2017, BPCE SFH a emprunté 1 840 millions d’euros à BPCE sur 7 mois à OIS + 4,5 bps et prêté à BPCE 1 840 millions d’euros sur 3 mois à OIS – 0,5 bp.

A partir du 27 décembre 2017, le montant de l’emprunt et du prêt est de 1 820 millions d’euros.

Ces opérations sont renouvelées mensuellement et ont généré sur l’exercice 2017 une charge de 635 milliers d’euros.

BPCE SFH n’a pas de personnel. Sa gestion a été confiée aux services de BPCE dans le cadre d’une Convention d’externalisation et de mise à disposition de moyens conclue le 25 mars 2011.

Le programme d’émission pour l’exercice 2018 avec un montant maximum d’émission de dettes privilégiées de 4 milliards d’euros a été approuvé par le Conseil d’administration lors de la séance du 14 décembre 2017.

6) Vie Sociale

L’Assemblée Générale du 15 mai 2017 a renouvelé le mandat de commissaire aux comptes de KPMG Audit pour une durée de 6 exercices expirant à l’issue de l’assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l’exercice clos le 2022 tenue en 2023.

L'assemblée générale du 15 mai 2017 a décidé le paiement d'un dividende unitaire de 0,00514 euro par action. BPCE SFH a ainsi versé à son actionnaire BPCE 3,1 millions d'euros le 16 mai 2017.

EVENEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Il n'y a pas d'évènement particulier à signaler. L'activité d'émission s'est poursuivie au début de l'exercice 2018.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Eu égard à l'article L.232-1 du Code de commerce, nous vous informons que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

DIFFICULTES RENCONTREES

Aucune difficulté particulière n'est à signaler.

EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La société, qui est gérée par les équipes de BPCE et constitue l'un des principaux véhicules de refinancement à moyen-long terme du Groupe BPCE, va poursuivre en 2017 son activité d'émetteur d'obligations de financement de l'habitat en fonction des conditions de marché et des besoins de refinancement moyen-long terme des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

Les obligations de financement à l'habitat sont toujours l'instrument permettant de se refinancer au meilleur coût.

Entre le 1^{er} janvier et le 28 février 2018, les émissions suivantes ont été réalisées :

Numéro de la série	Montant En euros	Date d'échéance	Durée de vie initiale (années)
109	30 000 000	26/01/2038	20
110	50 000 000	01/03/2038	20
111	1 000 000 000	02/09/2025	7,5
112	50 000 000	12/04/2038	20

1 130 000 000

8,9

FILIALES ET PARTICIPATIONS

La Société ne détient aucune participation.

INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

En application des dispositions de l'article L 441-6-1 al.1 du Code de commerce, nous vous indiquons la décomposition, à la clôture des deux derniers exercices, du solde des dettes à l'égard des fournisseurs, par date d'échéance :

En milliers d'euros	Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice échu					
	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	
(A) Tranches de retard de paiement											
Nombre de factures concernées		2									
Montant total des factures concernées T.T.C		1 023									
Pourcentage du montant total des achats T.T.C de l'exercice	Le pourcentage des factures reçues non réglées, à la date de la clôture, est inférieur à 25% du montant total des achats TTC de l'exercice et ces factures correspondent à de l'intragroupe.										
Pourcentage du chiffre d'affaires H.T. de l'exercice							Non applicable				
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées											
Nombre des factures exclues	Néant					Néant					
Montant total des factures exclues	Néant					Néant					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)											
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input type="checkbox"/> Délais contractuels : 30 jours date de facture					<input type="checkbox"/> Délais contractuels : Date de facture					

Aucun litige n'est en cours.

ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE

a) Résultat

Produit net bancaire

Le PNB de BPCE SFH comporte 4 principaux éléments :

- la marge de fonctionnement ;
- les frais directement liés aux émissions qui viennent s'imputer sur le PNB ;
- la rémunération du placement des capitaux propres ;
- la rémunération de la trésorerie résiduelle sur le compte courant.

PNB 2017 de BPCE SFH	
Marge de fonctionnement	2,3 millions d'euros
Rémunération du placement des capitaux propres	9,5 millions d'euros
Charge de refinancement à court terme	-0,8 million d'euros
Frais directement liés aux émissions qui viennent s'imputer sur le PNB	-1,3 million d'euros
Rémunération compte courant	-1.1 million d'euros
PNB total	8,6 millions d'euros

Le PNB de 8,6 millions d'euros en 2017 est en baisse de 4,6 million d'euros (- 35 %) par rapport à 2016 (PNB de 13,2 millions d'euros pour l'exercice 2016).

Les raisons principales sont :

- L'arrivée à échéance en juin 2016 d'un titre d'investissement de 195 M€ non réinvestis ;
- La non-récurrence en 2017 de plus-values réalisées en 2016 sur le remboursement anticipé de titres auto-détenus ;
- La rémunération des comptes courants (taux EONIA) qui n'est plus floorée à zéro ;
- La baisse de la marge de fonctionnement en raison de l'arrivée à échéance d'anciennes émissions dont le taux de marge était de 2,5 bps.

Les postes de frais directement liés aux émissions sont par ordre décroissant :

- agences de notation et autres	755 k€
- contrôleur spécifique	300 k€
- avocats/juridique	76 k€
- commissaires aux comptes	68 k€
- AMF	60 k€

Soit un total de 1 259 k€.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation s'élèvent à 3,1 millions d'euros contre 3,2 millions d'euros en 2016.

Les principaux postes de charges d'exploitation 2017 sont :

- refacturation des prestations de BPCE	925k€ (contre 1 265 k€ en 2016)
- refacturation des prestations d'i-BP via BPCE	158 k€ (contre 204 k€ en 2016)
- impôts, taxes et FRU, ACPR, BCE	1 923k€ (contre 1 691 k€ en 2016)

Marge de fonctionnement

Les opérations de refinancement, c'est-à-dire les opérations d'emprunt obligataire (par l'émission d'obligations de financement de l'habitat) et de prêt aux établissements bénéficiaires (les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne participantes ainsi que BPCE) permettent de générer des produits via une marge de fonctionnement appliquée au taux d'intérêt des prêts par rapport au taux d'intérêt des

emprunts obligataires correspondants. Cette marge, qu'il est convenu de revoir tous les ans, a été fixée par le Conseil d'administration à :

- 0,025 % de taux d'intérêt pour la période du 1^{er} mai 2011 au 30 avril 2012,
- 0,005 % de taux d'intérêt pour la période du 1^{er} mai 2012 au 30 avril 2014,
- 0,006% de taux d'intérêt à compter du 1^{er} mai 2014 maintenu pour la période du 1^{er} mai 2015 au 30 avril 2016,
- 0,01% de taux d'intérêt pour la période du 1^{er} mai 2016 au 30 avril 2018.

Au titre de l'exercice 2017, cette marge de fonctionnement représente des produits d'intérêts d'environ 2,3 millions d'euros.

Le Conseil d'administration a décidé de maintenir le taux de marge de fonctionnement pour les émissions réalisées au cours de la période du 1^{er} mai 2018 au 30 avril 2019 à 0,01% de taux d'intérêt (1 point de base).

Résultat net

Après prise en compte des charges d'exploitation, la société a dégagé un résultat brut d'exploitation de 5,5 millions d'euros, contre 10,0 millions d'euros en 2016.

Après déduction de l'impôt sur les bénéfices de 2,4 millions d'euros, le résultat net de l'exercice 2017 s'élève à 3,1 millions d'euros, contre 6,2 millions d'euros en 2016.

b) Situation financière

Il est rappelé que la société n'est plus tenue par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) de respecter un ratio de solvabilité sur base individuelle, cette nouvelle disposition ayant été confirmée par un courrier du 1^{er} aout 2014.

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les comptes individuels annuels de BPCE sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2017.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2017 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

BPCE SFH n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

Les comptes de l'exercice sont présentés au format des établissements de crédit. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017 fait apparaître un bénéfice de 3 097 223,42 euros.

COMPTES CONSOLIDES

Il vous est rappelé que les comptes individuels de BPCE SFH sont intégrés dans les comptes consolidés de BPCE en application du règlement n°99-07 du Comité de la Réglementation Comptable.

PROPOSITION D'AFFECTION DU RESULTAT

Le bénéfice de l'exercice s'élevant à 3 097 223,42 euros, il est proposé à l'assemblée générale l'affectation suivante :

- A la réserve légale à hauteur de 5% 154 861,17 euros
- Distribution de dividendes 2 942 362,25 euros

Suite à cette affectation le solde de la réserve légale est de 2 224 574,69 euros, le solde du report à nouveau et le solde des autres réserves restent inchangés, respectivement à 11 520 884,76 euros et 24 722 173,68 euros.

RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le	Dividende / revenu distribué par actions	Fraction du dividende éligible à l'abattement de 40 %	Fraction du dividende non éligible à l'abattement de 40 %
31 décembre 2014	/	/	/
31 décembre 2015	/	/	/
31 décembre 2016	3 081 498,36 euros soit 0,005 euros par action	3 081 498,36 euros	/

DEPENSES SOMPTUAIRES ET CHARGES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies et 39-4 du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

FACTEURS DE RISQUES

Cette partie du rapport de gestion décrit la nature des risques auxquels la société est confrontée et les dispositifs mis en œuvre pour les gérer.

1) Définitions et objectifs du contrôle interne de la Société

Le contrôle interne mis en place par la Société consiste en un ensemble de moyens, de comportements, de procédures et d'actions adaptés aux caractéristiques de la Société et à son objet social. Il vise à prévenir et détecter les erreurs et les fraudes et permet d'identifier les textes légaux et réglementaires applicables aux activités de la Société et de s'assurer que celle-ci les respectent.

2) Acteurs et dispositif du contrôle interne

BPCE SFH a mis en place un dispositif de contrôle interne tenant compte de sa forme juridique, et de l'absence de moyens propres. Dans le cadre de la convention d'externalisation et de mise à disposition de moyens, BPCE s'est engagée à mettre à la disposition de BPCE SFH les moyens humains et techniques nécessaires à la réalisation de la supervision comptable de BPCE SFH, notamment en matière de reporting réglementaire et le contrôle des risques, le contrôle de conformité, les contrôles permanent et périodique et la lutte contre le blanchiment.

Les contrôles de premier niveau sont assurés par tous les collaborateurs de BPCE agissant pour le compte de BPCE SFH dans le cadre de la prise en charge des traitements comptables, administratifs, réglementaires et informatiques. Ils peuvent être réalisés de manière automatique lorsqu'ils sont intégrés dans les processus informatiques. Ils contribuent à fournir des informations à destination du contrôle interne.

Le Comité de Coordination du Contrôle Interne (CCCI) de BPCE SFH s'est réuni deux fois en 2017, le 22 mars et le 8 décembre. Réunissant les représentants des fonctions de contrôle permanent et périodique de la Société, il a notamment permis un échange sur la réalisation des contrôles en 2016 et les adaptations à apporter au plan de contrôles, ainsi que sur les évolutions réglementaires récentes ou à venir.

3) Contrôle des risques

Depuis la création de la société en 2011, la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents (DRCCP) met en œuvre un plan de contrôle permanent de second niveau.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte financière que peut entraîner l'incapacité d'une contrepartie, à honorer ses obligations contractuelles. Pour BPCE SFH, ce risque de contrepartie est porté sur des personnes physiques, les actifs composant le pool de collatéral étant intégralement composés de prêts immobiliers aux particuliers. Des pertes, sur ce portefeuille de prêts immobiliers aux particuliers apportés en garantie, pourraient être observées en cas de défaillances des emprunteurs conjuguées à une baisse de la valeur des biens immobiliers apportés en garantie. Afin de réduire ce risque, BPCE SFH obéit à des règles strictes de sélection de ces actifs en s'assurant notamment de la qualité de crédit de ces contreparties et de la présence de garanties.

Conformément aux exigences réglementaires, la surveillance des risques de crédit est confiée à la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents (DRCCP) de BPCE.

En mode de fonctionnement normal du programme d'émission d'Obligations de Financement de l'habitat c'est-à-dire tant que les prêts affectés en garantie restent au bilan des entités qui les ont produits, ce risque de contrepartie est limité à un risque sur BPCE. En cas de réalisation par la Société de sa garantie sur les prêts et de transfert au bilan de la Société de ces prêts, la DRCCP assure une surveillance effective du risque de crédit du portefeuille de prêts à l'habitat, selon les normes applicables dans le Groupe BPCE.

La DRCCP est aussi en charge de la fixation, la revue annuelle et le suivi des limites encadrant le risque de contrepartie auquel BPCE SFH peut être exposé dans le cadre du placement de ses fonds propres.

La DRCCP s'appuie sur un corpus de procédures pour réaliser ses différents contrôles.

RISQUES DE MARCHÉ

Risque de perte de valeur d'instruments financiers, résultant des variations de paramètres de marché, de la volatilité de ces paramètres et des corrélations entre ces paramètres. Les paramètres concernés sont notamment les taux de change, les taux d'intérêt, ainsi que les prix des titres (actions, obligations) et des matières premières, des dérivés et de tous autres actifs.

La Société n'est pas autorisée à prendre des risques de marché. La DRCCP est en charge de cette surveillance, en contrôle de deuxième niveau.

RISQUES OPÉRATIONNELS

Le risque opérationnel se définit comme le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs, y compris le risque juridique. Le risque opérationnel inclut notamment les risques liés à des événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort impact, les risques de fraude interne et externe susvisés, et les risques liés au modèle.

Le dispositif risques opérationnels de BPCE SFH s'insère dans le dispositif global mis en place par BPCE SA. Les plans d'actions relatifs aux risques à piloter font l'objet d'un suivi formalisé. L'actualisation des cotations de la cartographie respecte le calendrier défini par la DRCCP. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre du plan de contrôles permanents de la structure. Le pilotage et la gestion du dispositif risques opérationnels ont été confiés au Département Conformité Sécurité et Risques Opérationnels de BPCE SA. Celui-ci est encadré par une politique risques opérationnels qui a été validé en Comité Risques et Conformité.

RISQUES DE GESTION ACTIF PASSIF

Le risque de liquidité est le risque pour une entité de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché dans un délai déterminé et à un coût raisonnable.

Le risque de taux d'intérêt global est le risque de subir une perte soit en capital (risque de valeur) soit en termes de revenus (risque sur la marge nette d'intérêts) en raison d'une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le risque de change global est le risque d'une perte constatée ou latente liée à une évolution défavorable des cours de change de devises.

Conformément aux exigences réglementaires, la surveillance et la gestion des risques ALM (risques de liquidité, de taux d'intérêt global et de change) est confiée au Département Gestion Actif Passif de la direction Finances Groupe de BPCE.

En mode de fonctionnement normal du programme d'émission d'Obligations de Financement de l'Habitat (OH) (c'est-à-dire tant que les prêts affectés en garantie restent au bilan des entités qui les ont produits), il n'y a pas de risques ALM car il y a adossement complet, en matière de risque de liquidité, de taux d'intérêt global et de change, entre les obligations émises par BPCE SFH et les prêts octroyés.

En cas de réalisation par BPCE SFH de sa garantie sur les prêts et de transfert à son bilan de ces prêts, le Département Gestion Actif Passif de BPCE devra assurer une surveillance effective des risques de gestion actif passif de BPCE ainsi que la mise en œuvre de la politique de couverture prévue contractuellement, sous le contrôle de la DRCCP .

En 2017, l'adossement était complet en matière de risques de gestion actif-passif.

Au cours de l'exercice, la DRCCP a notamment mené des travaux de :

- Contrôle de cohérence du reporting de suivi du collatéral produit par le département Gestion Actif Passif de BPCE ;
- Contrôle de non-double mobilisation via le portail « refinancement » ;
- Contrôle des gaps de liquidité et de taux, le rapport I-07 sur la qualité des actifs financés, rapport I-16, rapport I-17 ainsi que les attestations d'émission.

RISQUES DE RÈGLEMENT

Le risque de règlement est le risque que les opérations sur instruments financiers ne soient pas dénouées à la date de livraison prévue.

BPCE SFH est peu exposée à ces risques de par son activité. Cependant, ces risques de règlement pourraient se présenter lors des émissions obligataires. Ils seront maîtrisés notamment par un choix sélectif des intervenants de marché pour ces opérations, effectué par le Front Office confié aux services compétents de BPCE, avec consultation de la DRCCP si nécessaire.

La Direction Finances Groupe de BPCE met en place un dispositif de contrôle de ces risques de règlement.

RISQUES D'INTERMÉDIATION

Le risque d'intermédiation est le risque de défaillance d'un donneur d'ordres ou d'une contrepartie à l'occasion d'une transaction sur instruments financiers dans laquelle l'entreprise assujettie apporte sa garantie de bonne fin.

BPCE SFH est peu exposée à ces risques en raison de son activité. Ils pourraient cependant se présenter lors des émissions obligataires. Ces risques seront maîtrisés notamment par un choix très soigneux des intervenants de marché pour ces opérations, effectué par le Front Office confié aux services compétents de BPCE, avec consultation systématique de la DRCCP.

4) Risques liés à la dépendance avec les autres entités du Groupe BPCE

BPCE SFH est une filiale de BPCE, l'organe central du Groupe BPCE, qui est le groupe constitué par les membres du réseau Banques Populaire, tel que défini par l'article L512-11 du Code monétaire et financier et du réseau Caisse d'Épargne tel que défini par l'article L512-86 du Code monétaire et financier. Ainsi, BPCE SFH est dépendant à l'égard d'autres entités du Groupe BPCE.

BPCE SFH est dépendant de tiers ayant accepté de fournir des services à l'Emetteur. En particulier, BPCE SFH dépend de BPCE pour :

- La gestion et le recouvrement en application de l'article L513-15 du Code monétaire et financier, conformément au contrat de gestion et de recouvrement (*Management and Recovery Agreement*) ;
- Fournir à l'Emetteur certains services en relation avec l'administration, la logistique, la fiscalité, le traitement comptable et prudentiel, le contrôle interne et l'assistance juridique de l'Emetteur, conformément au contrat de services administratifs (*Administrative Services Agreement*) ;
- La création et le contrôle des prêts immobiliers remis en garantie ;
- L'ouverture et le fonctionnement de certains comptes bancaires.

BPCE SFH est également dépendant de BPCE, des membres du réseau Banques Populaires et des membres du réseau Caisses d'Épargne en tant qu'emprunteurs au titre des Prêts octroyés par l'Emetteur et en tant que garants (à l'exception de BPCE) conformément au Crédit (Credit Facility and Collateral Framework Agreements).

5) Risques législatifs et réglementaires

Les sociétés de financement de l'habitat (SFH) sont assujettis à l'instruction ACPR 2016-I09 leur imposant d'envoyer sur base trimestrielle les informations sur :

- Le respect du calcul du ratio de couverture mentionné à l'article L.513-12 du CMF disposant

que les SFH doivent maintenir un ratio d'au moins 105% entre leurs ressources bénéficiant du privilège et leurs actifs.

- Le respect des limites relatives à la composition des actifs
- Le respect du calcul des montants éligibles au refinancement par des ressources privilégiées.

Elles sont également assujetties à l'instruction ACPR 2011-I-07 relative à la qualité des actifs. Les sociétés doivent faire parvenir une fois par an à l'ACPR un rapport détaillant des éléments qualitatifs sur les prêts garantis, l'exposition sur des personnes publiques le cas échéant, les organismes de titrisation et entités similaires, le cas échéant, les valeurs de remplacement, les remboursements anticipés, le risque de taux et la couverture des besoins de liquidité à 180 jours. Ceci en application de l'article 13 du règlement n°99-10 du CRBF.

Enfin, les SFH doivent :

- Couvrir à tout moment leurs besoins de trésorerie à 180 jours mentionnés à l'article R.513-7 du Code Monétaire et Financier.
- Maintenir un écart de durée de vie moyenne entre les actifs et passifs considérés à l'article 12 du règlement CRBF n°99-10 inférieur à 18 mois
- Assurer, conformément au même article 12 du CRBF n°99-10, un niveau de couverture suffisant des ressources privilégiées jusqu'à leur échéance au regard du gisement d'actifs éligibles disponibles et de prévisions de nouvelle production.

L'instruction ACPR 2014-I-17 détaille les informations à faire parvenir à l'ACPR au titre du respect de ces éléments.

Le respect de ces obligations réglementaires, applicables à toutes les SFH, est indispensable au bon fonctionnement de la société.

6) **Conséquences liées à la mise en résolution du Groupe BPCE**

En cas de mise en résolution du groupe BPCE, les obligations émises par BPCE SFH sont exclues du mécanisme de bail-in, conformément à l'article 44 de la Directive européenne 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. En effet, l'article 44-2-b relatif au champ d'application de l'instrument de renflouement interne exclut les obligations garanties.

7) **Conséquences de la dégradation éventuelle des notes attribuées à BPCE par les agences de notation**

La documentation contractuelle de BPCE SFH comporte plusieurs « rating triggers » liés à la notation de BPCE en tant que sponsor de BPCE SFH et organe central du Groupe BPCE. Cela implique que le passage en dessous de certains niveaux de notes attribuées par les agences de notation Moody's et Standard & Poor's aurait des impacts notamment en termes de constitution de réserves de liquidité.

L'évaluation de l'impact en liquidité du déclenchement éventuel de ces rating triggers pour le Groupe BPCE et notamment pour BPCE est réalisée périodiquement et transmise au Département Gestion Actif Passif de BPCE ; elle fait l'objet de reportings à l'Autorité de Contrôle Prudenciel et de Résolutions.

8) **Contrôle de conformité et contrôles permanent et périodique**

La Société a mis en place un système de contrôle de conformité, de contrôle permanent et de contrôle périodique, au sens de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, qui prend en considération sa forme sociale en tant que société anonyme à Conseil d'administration, ainsi que le fait que ses statuts et ses divers engagements contractuels dans le cadre du programme d'émission

d'Obligations de Financement de l'Habitat (OH), interdisent à la Société d'avoir des moyens, matériels et humains, qui lui soient propres.

CONTRÔLE DE CONFORMITÉ

Conformément aux dispositions de l'article 28 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, le contrôle de la conformité des activités de la Société est assuré par le responsable du département Conformité Sécurité et Risques Opérationnels de BPCE sous la responsabilité du Directeur Adjoint, Secrétaire Général de la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents Groupe, dont le nom a été et, en cas de changement, sera communiqué à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

Le responsable du contrôle de conformité de la Société informe le Comité des Risques de la Société des conclusions de ses missions.

Le dispositif de contrôle de Conformité se réfère à la « Charte des Risques, de la Conformité, et des contrôles permanents » validée par le comité de coordination du contrôle interne du Groupe en date du 29 mars 2017.

BPCE SFH a confié à BPCE la réalisation des contrôles permanents de deuxième niveau de conformité de ses activités aux termes d'une convention d'externalisation et de mise à disposition de moyens, signée en date du 25 mars 2011.

Le recueil des règles de Conformité et de Déontologie établi par la Conformité et Déontologie BPCE, s'applique à l'activité de BPCE SFH.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX

BPCE a une obligation de vigilance relativement aux risques de blanchiment de capitaux et d'avertissement de la Société au cas où elle décèlerait de tels risques. La Société reste en charge en premier lieu de la lutte contre le blanchiment de capitaux pour les opérations qu'elle réalise.

En matière de prévention contre le Blanchiment de capitaux et le Financement du Terrorisme, le dispositif cadre édicté par la Sécurité Financière Groupe ainsi que les notes d'application rédigées par le département Conformité et Risques Opérationnels de BPCE s'appliquent à l'activité de BPCE SFH. Les correspondants TRACFIN qui assurent ces fonctions pour la Société sont R.CHARBONNEL et JP BERTHAUT, dont les noms ont été et, en cas de changement, seront communiqués à l'ACPR.

Organisation du contrôle permanent

Conformément aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, le contrôle permanent:

- des risques des activités de la Société est confié à la DRCCP, sous la supervision du Directeur des Risques et de la Conformité Groupe. En cas de remplacement de cette dernière, le nom dudit remplaçant serait communiqué à l'ACPR.
- de la conformité des activités de la Société est assuré sous la responsabilité du Directeur Adjoint, Secrétaire Général de la Direction des Risques, de la Conformité et des Contrôles permanents Groupe de BPCE. En cas de remplacement de cette dernière, le nom dudit remplaçant sera communiqué à l'ACPR.

Le dispositif de contrôle permanent de BPCE SFH repose sur deux niveaux de contrôle conformément à la réglementation bancaire et aux saines pratiques de gestion :

CONTRÔLE PERMANENT HIÉRARCHIQUE (NIVEAU 1) (FINANCES)

Le contrôle permanent hiérarchique (niveau 1), premier maillon du contrôle interne est assuré par les services opérationnels ou fonctionnels de BPCE sous la supervision de leur hiérarchie.

Ces services sont notamment responsables de :

- la vérification du respect des limites de risques, des procédures de traitement des opérations et de leur conformité ;
- la déclaration des incidents de risques opérationnels constatés et de l'élaboration des indicateurs d'activité nécessaires à l'évaluation des risques opérationnels ;
- la justification des soldes comptables résultant des mouvements des comptes concernés par les opérations initiées dans ces services.

CONTRÔLE PERMANENT PAR DES ENTITÉS DÉDIÉES (NIVEAU 2)

Le contrôle permanent de niveau 2 au sens de l'article 13 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne est assuré par des entités dédiées exclusivement à cette fonction que sont celles, dans le cadre de la convention d'externalisation, de la DRCCP Groupe.

D'autres fonctions sont des acteurs essentiels du dispositif de contrôle permanent en particulier la direction Finances Groupe en charge du contrôle et de la révision comptable et la direction Opérations en charge de la Sécurité des systèmes d'information.

Le contrôle permanent se caractérise notamment par :

- des définitions de fonctions et des délégations de pouvoirs claires ;
- une séparation des fonctions (front office, back office, comptabilité...) ;
- des procédures opérationnelles exhaustives et claires ;
- des outils fiables et une organisation de mesure, d'administration et de maîtrise des grands risques ;
- des systèmes d'information sécurisés et de qualité ;
- des contrôles comptables et une piste d'audit ;
- une communication et des reporting efficaces ;
- et un plan de continuité de l'activité adapté.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, les unités chargées de l'engagement des opérations sont séparées des unités chargées de leur validation, de leur règlement et de la surveillance des risques.

Le plan de contrôle de la DRCCP sur BPCE SFH a été validé en interne et les contrôles effectués sont présentés au Contrôleur Spécifique de BPCE SFH ainsi qu'en Comité des Risques de BPCE SFH.

Le plan de contrôles de conformité a été exécuté en totalité sur l'exercice 2017, sans révéler d'anomalie significative. Il couvre l'ensemble des contrôles de conformité tels qu'identifiés dans le plan de contrôle permanent de second niveau validé en comité des contrôles internes de BPCE SFH. Une synthèse des contrôles permanents de conformité a été présentée au Comité de Coordination des contrôles internes des 22 mars et 30 septembre 2017.

Une revue des contrôles permanents de niveau 1 et 2 a été programmée pour décembre 2017.

Organisation du contrôle périodique

Conformément aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, le contrôle périodique des activités de la Société est celui mis en place au sein du Groupe BPCE, sous la responsabilité de l'Inspecteur Général.

Les informations portant sur le contrôle interne de la Société, visé par l'article 258 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne sont intégrées au rapport sur le contrôle interne de BPCE. Ce dernier est soumis pour examen et discussion au Comité des Risques de BPCE.

Par ailleurs, concernant les 10 recommandations émises (6 recommandations P2 et 4 recommandations P3) lors de la mission d'audit global menée en 2016, 5 recommandations (4 recommandations P2 et 1 recommandation P3) ont été mises en œuvre.

2.3.- Système de reporting aux dirigeants effectifs

Manuel de procédures

Un manuel de procédures décrit notamment les modalités d'enregistrement, de traitement et de restitution des informations, les schémas comptables et les procédures d'engagement des opérations de la Société, BPCE tiendra à jour pour le compte de la Société la partie du manuel de procédures de BPCE qui correspond aux activités de la Société.

Documentation sur le contrôle interne

Une documentation sur le contrôle interne est organisée de manière à pouvoir être mise à disposition, à leur demande, du Conseil d'administration, des Commissaires aux comptes et du Secrétariat Général de l'ACPR.

Rapport sur le contrôle interne

Sur la base des informations recueillies par BPCE dans le cadre de l'exercice de sa mission et des informations complémentaires fournies par la Société, BPCE soumet à la Société, une fois par an, un rapport sur le contrôle interne visé par l'article L.225-37 du Code de commerce.

Rapport sur la mesure et la surveillance des risques

Sur la base des informations recueillies par les personnes en charge du contrôle interne du Groupe BPCE et des informations complémentaires fournies par la Société, la mesure et la surveillance des risques auxquelles la Société est exposée, tel que visé par les articles 262 à 265 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, sont incorporées dans le rapport établi au titre du Groupe BPCE.

Rôles et responsabilités dans l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière

La tenue de la comptabilité générale, la production des états comptables périodiques ainsi que la production des états réglementaires sont réalisées par BPCE dans le cadre de la convention d'externalisation.

Le traitement de l'information comptable et réglementaire s'appuie donc sur les principaux outils suivants :

- Le traitement de l'information comptable est réalisé via le traducteur Règle du Jeu de SOPRA qui fournit au logiciel comptable (CODA) les écritures élémentaires. Les paramétrages et maintenances de ces outils sont et seront réalisés en lien direct avec l'évolution des activités de la Société ;
- le traitement de l'information sur les opérations financières est réalisé sous CALYPSO ;
- les restitutions réglementaires déterminées à partir des spécifications et des calendriers de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution sont actuellement réalisées à partir de l'outil Evolan Report de SOPRA, alimenté essentiellement par les logiciels de gestion (notamment CALYPSO) et le logiciel comptable CODA ;
- Les contributions aux comptes consolidés groupe BPCE SA et Groupe BPCE sont réalisées via le logiciel de consolidation du Groupe à partir des balances comptables et des données de gestion nécessaires.

Les opérations réalisées par la Société dans le cadre de ses activités sont suivies par BPCE qui assure la comptabilisation des opérations conformément aux dispositions de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne. En outre, les procédures s'appuient sur l'ensemble du corpus normatif et réglementaire défini par le pôle Finances et Stratégie Groupe de BPCE.

Description du dispositif de contrôle de l'information comptable et financière

Le dispositif de contrôle interne mis en œuvre au sein de l'établissement concourt à la maîtrise des risques de toute nature et à la qualité de l'information comptable et financière. Il est organisé en conformité avec les exigences légales et réglementaires qui résultent notamment du code monétaire et financier et de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne.

Sur la qualité de l'information comptable et financière, le dispositif de contrôle est encadré par le *Cadre du contrôle de la qualité de l'information comptable et financière* validé par le Comité de Coordination du Contrôle Interne Groupe du 9 juin 2016. Ce *Cadre* est unique et s'applique à l'ensemble des entités du Groupe BPCE surveillées sur base consolidée. Il annule et remplace l'ancienne Charte de la révision comptable et réglementaire.

Les prestations visées à la convention d'externalisation et de mise à disposition de moyens sont réalisées de manière à permettre à la Société de faire face à ses obligations légales et réglementaires. Les prestations portant sur les contrôles sur le domaine comptable et réglementaire sont exercées par différents acteurs internes ou externes à l'établissement qui permettent d'assurer une séparation et une hiérarchie des contrôles à 3 niveaux :

- Un niveau de base dit « contrôles de premier niveau » (contrôle) relevant des services opérationnels de BPCE et intégré aux processus de traitement ;
- Un niveau intermédiaire dit « contrôles de second niveau » (révision) organisé et exécuté sous la responsabilité d'une fonction dédiée : la Révision comptable et réglementaire de BPCE ;
- Un niveau supérieur dit « contrôles de troisième niveau » (audit) assuré par les contrôles périodiques organisés sous l'autorité de l'Inspection Générale Groupe BPCE et les contrôles exercés par des acteurs externes : Commissaires aux comptes et Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Sur les contrôles de second niveau, la Révision comptable et réglementaire de BPCE a réalisé, en 2017, ses travaux de contrôle sur l'ensemble des entités relevant de son périmètre de contrôle, dont BPCE SFH, dans le respect des principes définis par le *Cadre du contrôle de la qualité de l'information comptable et financière*.

Les conclusions de ces travaux ont été présentées au Comité d'audit BPCE du 7 février 2018.

Sur cette entité, aucune anomalie significative n'a été relevée sur l'exercice 2017.

Par ailleurs, des échanges restent en cours au sein de l'Organe central afin d'identifier, le cas échéant, le métier pour lequel la réconciliation entre les positions CEGC et celles des établissements (concernant les garanties données par CEGC aux établissements sur les crédits immobiliers) serait souhaitable et nécessaire pour ses besoins.

Relations avec les commissaires aux comptes

Conformément aux normes professionnelles en vigueur, les Commissaires aux comptes mettent en œuvre les diligences qu'ils jugent appropriées sur l'information comptable et financière publiée (audit des comptes individuels,...).

Pour assurer l'efficacité et la fiabilité du dispositif, la Révision comptable et réglementaire de BPCE, qui agit dans le cadre de la convention d'externalisation, est l'un des interlocuteurs privilégiés des Commissaires aux comptes dans l'exercice de leurs missions de contrôle. Ainsi, la Révision comptable et réglementaire de BPCE :

- communique le résultat de ses contrôles aux Commissaires aux comptes ainsi que des informations sur le dispositif de 1^{er} niveau ;
- est destinataire des rapports et des lettres de recommandations établies par les Commissaires aux comptes ;
- s'assure, par délégation de l'audit interne, de la mise en œuvre des recommandations émises par les Commissaires aux comptes.

ACTIONNARIAT SALARIE

La société ne comprend aucun effectif salarié.

Toutefois, BPCE SFH étant contrôlée par BPCE et BPCE n'ayant pas mis en place un dispositif d'augmentation du capital dont peuvent bénéficier les salariés des sociétés contrôlées, BPCE SFH a l'obligation de proposer tous les trois ans un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital réservée aux salariés.

Il a donc lieu de proposer à l'Assemblée Générale tous les trois ans une augmentation de capital réservée aux salariés adhérant à un plan épargne d'entreprise en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du code de commerce.

L'Assemblée Générale du 24 mai 2016 a rejeté la résolution qui lui a été présentée en application de ces dispositions.

CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de vos Commissaires aux comptes.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS VISES A L'ARTICLE L225-38 DU CODE DE COMMERCE

Aucune convention ou engagement visé aux articles L. 225-38, L225-22-1, L225-42-1 du code de commerce ne s'est poursuivi ou n'a été autorisé par le Conseil d'administration au cours de l'exercice 2017.

Aucun mandataire social et aucun actionnaire disposant plus de 10% des droits de vote n'a signé, en 2017, de convention avec une société dont BPCE SFH détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital social.

INFORMATION CONCERNANT LA REMUNERATION DES DIRIGEANTS ET CATEGORIES DE PERSONNEL VISES A L'ARTICLE L511-71 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER

En application de l'article L 511-73 du Code monétaire et financier, les établissements de crédit doivent consulter annuellement l'assemblée sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures, versées durant l'exercice écoulé, aux personnes assurant la direction effective de l'établissement de crédit ainsi qu'aux catégories de personnel visés à l'article L 511-71 du Code monétaire et financier.

Les catégories de personnel visées à l'article L511-71 (dirigeants effectifs et catégories de personnel, incluant les preneurs de risques, les personnes exerçant une fonction de contrôle ainsi que tout salarié qui, au vu de ses revenus globaux, se trouve dans la même tranche de rémunération, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ou du groupe) sont constituées des membres du conseil d'administration et des deux dirigeants effectifs, soit au total 6 personnes. Seul, l'administrateur indépendant a perçu en 2017 une rémunération au sens de l'article L511-73 du Code de commerce versée par la Société. Les informations sur la politique et les pratiques de rémunération des personnes définies à l'article L. 511-71 du code monétaire et financier figurent en annexe 4.

Nous vous demandons d'émettre un avis sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant de l'exercice clos le 31 décembre 2017 aux catégories de personnel visées à l'article L511-71 du Code monétaire et financier, s'élevant à 4 000 euros.

INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1, al. 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après en annexe 2 la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la Société.

➤ **Administrateurs au 31 décembre 2017**

- Olivier IRISSON, Président
- Alain DAVID
- Dominique ZIEGLER
- Richard VINADIER
- Benoît DESPRES
- Jean-Jacques QUELLEC
- BPCE, représentée par Céline HAYE-KIOUSIS

➤ **Direction Générale au 31 décembre 2017**

- M. Roland CHARBONNEL, Directeur Général (non Administrateur)
- M. Jean-Philippe BERTHAUT, Directeur Général Délégué (non Administrateur).

 **INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES**

BPCE SFH est une entité émettrice de titres sur un marché réglementée. En cette qualité, BPCE SFH est soumise à la loi "Grenelle II" qui requiert de publier et de faire vérifier les informations sociales, environnementales et sociétales sur les 43 thématiques définies par la loi.

BPCE SFH est une filiale consolidée de BPCE et bénéficie, à ce titre, de l'exonération de l'article L225-102-1- IV du code de commerce.

Les informations sociales, environnementales et sociétales pour le Groupe BPCE sont disponibles dans le chapitre 6 de son document de référence 2017.

L'attestation du Commissaire aux comptes désigné en qualité d'organisme tiers indépendant n'émet pas d'observations sur l'absence d'informations sociales, environnementales et sociétales dans le rapport.

 **COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le mandat de commissaire aux comptes titulaire de KPMG Audit est en cours jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31.12.2022 réunie en 2023.

Le mandat de commissaire aux comptes titulaire de PricewaterhouseCoopers Audit est en cours jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31.12.2018 réunie en 2019.

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le 5 avril 2018
Olivier IRISSON,
Président du Conseil d'administration

ANNEXE 1 : Tableau des résultats des cinq derniers exercices

en euros

		2017	2016	2015	2014	2013
<u>Capital en fin d'exercice</u>	-					
- Capital Social		600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000
- Nombre d'actions	(2)	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000
<u>Opérations et résultats de l'exercice</u>						
- Chiffre d'affaires		483 050 611	912 422 681	679 390 868	629 924 187	508 755 716
- Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		5 531 693	10 005 735	15 170 589	15 582 208	13 402 719
- Impôts sur les bénéfices		-2 434 470	-3 842 738	-5 962 656	-5 908 648	-5 089 191
- Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		3 097 223	6 162 997	9 207 933	9 673 560	8 313 528
- Résultat distribué	(1)	2 942 362	3 081 498	0	0	0
<u>Résultat par action</u>						
- Chiffre d'affaires		0,81	1,52	1,13	1,05	0,85
- Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		0,01	0,01	0,02	0,02	0,01
- Impôts sur les bénéfices		0,00	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01
- Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		0,01	0,01	0,02	0,02	0,01
- Dividende attribué à chaque action	(1)	0,01	0,01	0	0	0
<u>Personnel</u>	-					
- Effectif moyen		0	0	0	0	0
- dont cadres		0	0	0	0	0
- dont non cadres		0	0	0	0	0
- Montant de la masse salariale		0	0	0	0	0
- Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice		0	0	0	0	0

(1) Sous réserve d'approbation par l'assemblée générale

(2) nombre d'actions le jour de l'assemblée générale

ANNEXE 2 : Liste des Mandats au 31 décembre 2017

Olivier IRISSON

Dénomination Sociale	Forme	Mandats
CSF – GCE	GIE	Membre du Conseil de Surveillance
Banques Populaires Covered Bonds	SA	Administrateur
BPCE SFH	SA	Administrateur et Président du Conseil d'administration
FIDOR BANK AG	société de droit allemand	Membre du Supervisory Board (depuis le 16 mars 2017)

Alain DAVID

Dénomination Sociale	Forme	Mandats
Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France (CEIDF)		Membre du directoire
BPCE SFH	SA	Administrateur
Natixis Payment Solutions	SAS	Représentant permanent de la CEIDF, administrateur
BANQUE BCP	SAS	Membre du conseil de surveillance
Diderot Financement 2	SNC	Représentant permanent de la CEIDF, gérant

Roland CHARBONNEL

Dénomination Sociale	Forme	Mandats
Société de Financement de l'Économie Française (SFEF)	SA	Administrateur, Membre du Comité d'Audit
BPCE SFH	SA	Directeur Général
Banques Populaires Covered Bonds	SA	Administrateur et Président du Conseil d'administration
CRH - Caisse de Refinancement de l'Habitat	SA	Représentant permanent de BPCE, Administrateur

Jean-Philippe BERTHAUT

Dénomination Sociale	Forme	Mandats
Banques Populaires Covered Bonds	SA	Directeur Général et Administrateur
BPCE SFH	SA	Directeur Général Délégué

Dominique ZIEGLER

Dénomination Sociale	Forme	Mandats
Banque Populaire Rives de Paris	SA	Directeur Général Adjoint et Secrétaire Générale

Banques Populaires Covered Bonds	SA	Directeur Général Délégué et Administrateur
Habitat Rives de Paris	SCM	Administrateur
BPCE SFH	SA	Administrateur et Présidente du Comité d'Audit
Hugau Patrimoine	SA	Représentant permanent de la Banque Populaire Rives de Paris, Administrateur

BPCE

Dénomination Sociale	Forme	Mandats
ADONIS	SAS	Président
ALBIANT-IT	SA	Administrateur
ALLIANCE ENTREPRENDRE	SAS	Membre du Conseil de Gestion
AMATA	SAS	Président
ANDROMEDE	SAS	Président
ASSOCIATION DES BP POUR LA CREATION	Association	Administrateur
ATALANTE	SAS	Président
AXELTIS ex NGAMP4 - NGAM PARTICIPATIONS 4	SA	Administrateur
BANQUE PALATINE	SA	Administrateur
BPCE ASSURANCES	SA	Administrateur
NATIXIS WEALTH TRADE MANAGEMENT	SA	Administrateur
BP COVERED BONDS	SA	Membre du conseil d'Administration
BASAK 1	SAS	Président
BASAK 2	SAS	Président
BASAK 3	SAS	Président
BASAK 4	SAS	Président
BEHANZIN	SAS	Président
BERRA 1	SAS	Président
BERRA 2	SAS	Président

BERRA 3	SAS	Président
BERRA 4	SAS	Président
BERRA 5	SAS	Président
BP CREATION	SAS	Président
BPCE IARD	SAS	Membre du conseil de surveillance
BPCE IMMOBILIERE EXPLOITATION	SAS	Président du conseil de surveillance
BPCE INTERNATIONAL	SA	Administrateur
BPCE SERVICES	SAS	Administrateur
BPCE SFH	SA	Administrateur
BPCE TRADE	GIE	Administrateur
BPCE VIE	SA	Administrateur
CARTES BANCAIRES GIE	GIE	Membre du Conseil de Direction
CB INVESTISSEMENT	SA	Administrateur
CE HOLDING PARTICIPATIONS	SAS	Administrateur
CHIMERE	SAS	Président
CLICK AND TRUST	SA	Administrateur
COFIMAGE 17	SA	Administrateur
COFIMAGE 18	SA	Administrateur
COFIMAGE 22	SA	Administrateur
COFIMAGE 24	SA	Administrateur
COFIMAGE 27	SA	Administrateur
COMPAGNIE DE FINANCEMENT FONCIER SCF	SA	Administrateur
CORONIS	SA	Président
CREDIT FONCIER DE France	SA	Administrateur
CREDIT LOGEMENT	SA	Administrateur
CREON	SAS	Président
CRH - CAISSE DE REFINANCEMENT DE L'HABITAT	SA	Administrateur
DORIS	SAS	Président

DV HOLDING	SA	Membre du conseil de surveillance
ECUREUIL CREDIT	GIE	Administrateur
FAG - FRANCE ACTIVE GARANTIE	SA	Administrateur
CE SYNDICATION RISQUE	GIE	Président du conseil de surveillance
ECOLOCALE	GIE	Administrateur
ECUFONCIER	SCA	Associé commandité *
ECUREUIL VIE DEVELOPPEMENT	GIE	Administrateur
ELECTRE	SAS	Président
FLORE	SAS	Président
GCE ASAP	SAS	Président
GCE MOBILIZ	GIE	Administrateur
GCE PARTICIPATIONS	SAS	Président
HABITAT EN REGION SERVICES	SAS	Administrateur
IDES INVESTISSEMENTS	SA	Administrateur
INFORMATIQUE BANQUES POPULAIRES - I-BP	SA	Administrateur
INGEPAR	SAS	Administrateur
IT-CE (GIE)	GIE	Membre du Conseil de surveillance
IPHIS	SAS	Président
IXION	SAS	Président
LAMIA	SAS	Président
LBPAM OBLI REVENUS SICAV	SICAV	Administrateur
LES EDITIONS DE L'EPARGNE	SA	Administrateur
LE LIVRET BOURSE INVESTISSEMENT SICAV	SICAV	Administrateur
LE LIVRET PORTEFEUILLE SICAV	SICAV	Administrateur
LINOS	SAS	Président
LOTUS 1	SAS	Président
LOTUS 2	SAS	Président
LOTUS 3	SAS	Président

MEDEE	SAS	Président
MENELIK	SAS	Président
MENES	SAS	Gérant
MFC	SAS	Administrateur
MIHOS	SAS	Président
MUGE 1	SAS	Président
MUGE 2	SAS	Président
MUGE 3	SAS	Président
MURACEF	SA	Administrateur
NATIXIS	SA	Administrateur
NATIXIS ALTAIR IT SHARED SERVICES	SA	Administrateur
NATIXIS CONSUMER FINANCE	SA	Administrateur
NATIXIS EURO AGGRAGATE SICAV	SICAV	Administrateur
NATIXIS FACTOR	SA	Administrateur
NATIXIS FINANCEMENT	SA	Administrateur
NATIXIS INVESTMENT MANAGERS	SA	Administrateur
NATIXIS IMPACT NORD SUD DEVELOPPEMENT SICAV	SICAV	Administrateur
NATIXIS INTEREPARGNE	SA	Administrateur
NATIXIS LEASE	SA	Administrateur
NATIXIS PAYMENT SOLUTIONS	SA	Administrateur
NOTOS	SAS	Président
ORESTE	SAS	Président
ORION	SAS	Président
OTOS	SAS	Président
PADRILLE	SAS	Président
PALES	SAS	Président
PANDA 1	SAS	Président
PANDA 2	SAS	Président

PANDA 3	SAS	Président
PANDA 4	SAS	Président
PANDA 5	SAS	Président
PANDA 6	SAS	Président
PANDA 7	SAS	Président
PANDA 8	SAS	Président
PANDA 9	SAS	Président
PANDA 10	SAS	Président
PELIAS	SAS	Président
PERLE 1	SAS	Président
PERLE 2	SAS	Président
PERLE 3	SAS	Président
PERLE 4	SAS	Président
PETREL 1	SNC	Gérant
PETREL 2	SNC	Gérant
PRIAM	SAS	Président
PROCILIA	Association	Administrateur
RAMSES	SAS	Président
REMUS	SAS	Président
SALITIS	SAS	Président
SATIS	SAS	Président
SEDAR	SAS	Président
SE MAB (ex. M.A. BANQUE)	SA	Membre du conseil d'administration
SEPAMAIL.EU	SAS	Administrateur
SER2S	GIE	Membre
SETH	SAS	Président
SOCIETE DE GESTION DU FONDS DE GARANTIE DE L'ACCESSION SOCIALE A LA PROPRIETE - SGFGAS	SA	Administrateur

SIAMON	SAS	Président
SOCIETE D'INVESTISSEMENT France ACTIVE - SIFA	SAS	Administrateur
SILENE	SAS	Président
SOCRAM BANQUE	SA	Administrateur
SURASSUR	SA	Administrateur
TAFARI	SAS	Président
TARAH RAJ	SAS	Président
TENES	SAS	Président
T2S PACIFIQUE	GIE	Administrateur
TURBO SA	SA	Administrateur
VIGEO	SA	Administrateur
VISA EUROPE Ltd	SA	Administrateur
VESTA	SA	Président

Richard VINADIER

Dénomination Sociale	Forme	Mandats ou fonctions
BPCE SFH	SA	Administrateur et membre du Comité d'Audit
SURASSUR	SA	Représentant permanent de BPCE, administrateur Président du Comité d'audit

Jean-Jacques QUELLEC

Dénomination Sociale	Forme	Mandats ou fonctions
BPCE SFH	SA	Administrateur indépendant

Benoît DESPRES

Dénomination Sociale	Forme	Mandats ou fonctions
BPCE SFH	SA	Administrateur

ANNEXE 3

IDENTITE DES TITULAIRES DE PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES

Actionnaire	Nombre d'actions de BPCE SFH détenu	Pourcentage de détention
BPCE	600 000 000	100%

ANNEXE 4

TABLEAU DES REMUNERATIONS (article L 225-102-1 alinéa 1 Code de Commerce)

Les mandataires de BPCE SFH ne figurant pas dans la présente annexe n'ont perçu de " rémunération ", ni de la société, ni de BPCE (Organe Central).

Les mandataires sociaux figurant dans la présente annexe ont perçu des rémunérations de BPCE (Organe Central). La rémunération de base correspond au montant réellement perçu.

TABLEAU RECAPITULATIF DES REMUNERATIONS D'OLIVIER IRISSON (versées par BPCE)	
Administrateur et Président du Conseil d'Administration de BPCE SFH	Exercice 2017
Rémunération de base	270 000.12 euros
Mandat social	-
Part variable	98 995.50 euros
Rémunération exceptionnelle	-
Avantages en nature (repas, retraite supplémentaire)	830.20 euros
Jetons de présence	-
Autres rémunérations liées aux jetons de présence	-
TOTAL	383 859.01 euros

Autre information : Intéressement brut 2016 versé en 2017: 17 586.53 euros

** dont Réintégration sociale : 14 033.19 euros*

TABLEAU RECAPITULATIF DES REMUNERATIONS DE ROLAND CHARBONNEL (versées par BPCE)	
Directeur Général de BPCE SFH	Exercice 2017
Rémunération de base	191 878.05 euros
Mandat social	-
Part variable	60 004.09 euros
Rémunération exceptionnelle	-
Avantages en nature (repas, retraite supplémentaire...)	3 801.85 euros
Indemnité maladie Retenue - Garantie du Net	-
Jetons de présence	-
Autres rémunérations liées aux jetons de présence	-
TOTAL	262 534.30 euros

Autre information : Intéressement brut 2016 versé en 2017 : 14 126.89 euros

Réintégration sociale 6 850.31 euros

TABLEAU RECAPITULATIF DES REMUNERATIONS DE JEAN-PHILIPPE BERTHAUT (versées par BPCE)	
Directeur Général Délégué de BPCE SFH	Exercice 2017
Rémunération de base	139 000.03 euros
Mandat social	-
Part variable	31 236.00 euros
Rémunération exceptionnelle	-
Avantages en nature (retraite supplémentaire, repas...)	138.02 euros
Jetons de présence	-
Autres rémunérations liées aux jetons de présence	-
Indemnité maladie Retenue – Garantie du Net	-1046.30
TOTAL	169 327.75 euros

Autre information : Intéressement brut 2016 versé en 2017 : 15 752.87 euros

Réintégration sociale - NEANT

TABLEAU RECAPITULATIF DES REMUNERATIONS DE RICHARD VINADIER (versées par BPCE)	
Administrateur de BPCE SFH	Exercice 2017
Rémunération de base	153 000.12 euros
Mandat social	-
Rémunération variable	43 500.00 euros
Rémunération exceptionnelle	-
Avantages en nature (voiture, repas, retraite supplémentaire ...)	3 612.63 euros
Jetons de présence	-
Autres rémunérations liées aux jetons de présence	-
TOTAL	203 462.06 euros

Autre information : Intéressement brut 2016 versé en 2017: 16 616.23 euros

Dont réintégration sociale : 3 349.31 euros

ANNEXE 5

Société BPCE SFH

Rapport prévu à l'article 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution – Exercice 2017

Politique et pratiques de rémunération des personnes définies à l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier

En tant qu'établissement de crédit spécialisé appartenant au Groupe BPCE et qui présente un total de bilan supérieur à 10 milliards d'euros, la société BPCE SFH est soumise sur base individuelle et consolidée ou sous-consolidée à la sous-section 3 « Politique et pratiques de rémunération » de la section 8 « Gouvernance des établissements de crédit et des sociétés de financement » du Code monétaire et financier.

En conséquence, BPCE SFH élabore chaque année, au titre de l'exercice clos, un rapport sur la politique et les pratiques de rémunération des personnes définies à l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier.

Conformément aux articles L511-102 du code monétaire et financier et aux articles 266 et 267 de l'arrêté du 3 novembre 2014, ce rapport est intégré dans le rapport présenté à l'assemblée générale, transmis à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et publié sur un support ou à un emplacement unique.

La société BPCE SFH n'emploie pas de salariés.

La direction générale de BPCE SFH est assumée par un directeur général dont les fonctions sont dissociées de celles du Président du conseil d'administration et un directeur général délégué sous le contrôle du conseil d'administration.

Les fonctions de directeur général, de directeur général délégué et de membres du conseil d'administration, ne sont pas rémunérées, à l'exception des fonctions d'administrateur indépendant.

Le directeur général, directeur général délégué et membres du conseil d'administration, à l'exception de l'administrateur indépendant exercent leur fonction principale dans d'autres sociétés du Groupe BPCE et perçoivent une rémunération au titre de cette fonction principale.

Le Conseil d'Administration a renouvelé les membres de son comité de rémunération lors de sa séance du 24 mai 2016 :

- Olivier IRISSON
- Jean-Jacques QUELLEC – administrateur indépendant
- BPCE représentée par Madame Céline HAYE-KIOUSIS

La société SFH n'ayant pas de salarié rémunéré, le comité de rémunération assiste le conseil d'administration dans la répartition de l'enveloppe des jetons de présence.

L'administrateur indépendant ne perçoit pas de rémunération variable.

Les fonctions des risques et conformité pour BPCE SFH sont exercées par la Direction des Risques Groupe (DRG) et la Direction de la Conformité et de la Sécurité Groupe de BPCE.

Comme pour chaque entreprise du Groupe BPCE soumise sur base individuelle et consolidée ou sous-consolidée à la sous-section 3, un processus d'identification des personnes définies à l'article L. 511-71 a été mené par examen des différents critères du règlement délégué (UE) n° 604/2014.

Au titre du critère 1, ont été identifiés les dirigeants mandataires sociaux et dirigeants effectifs, en l'occurrence le directeur général et le directeur général délégué.

Au titre du critère 2, ont été identifiés les membres du conseil d'administration, soit 7 personnes.

La seule rémunération attribuée au titre de 2017 porte sur les jetons de présence attribués à l'administrateur indépendant pour une somme de 4 000 € .

Tableau 1**Informations quantitatives agrégées sur les rémunérations, ventilées par domaine d'activité****Article 450 g) du règlement UE 575/2013**

	Organe de direction fonction exécutive	Organe de direction fonction de surveillance	Banque d'investissement	Banque de détail	Gestion d'actifs	Fonctions support	Fonction indépendante de contrôle	Autres	Total
Effectifs	2	7							9
Rémunération fixe	0 €	4 000€							4 000€
Rémunération variable	0 €	0 €							0 €
Rémunération totale	0 €	4 000€	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 000€ €

Tableau 2

Informations quantitatives agrégées sur les rémunérations, ventilées pour le personnel de direction et les membres du personnel dont les activités ont un impact significatif sur le profil de risque de l'établissement Article 450 h) du règlement UE 575/2013

	Organe de direction	Autres	Total
Effectifs	9	0	9
Rémunération totale	4 000 €	0 €	4 000 €
- dont rémunération fixe	4 000 €	0 €	4 000 €
- dont rémunération variable	0 €	0 €	0 €
- dont non différé	0 €	0 €	0 €
- dont espèces	0 €	0 €	0 €
- dont actions et instruments liés	0 €	0 €	0 €
- dont autres instruments	0 €	0 €	0 €
- dont différé	0 €	0 €	0 €
- dont espèces	0 €	0 €	0 €
- dont actions et instruments liés	0 €	0 €	0 €
- dont autres instruments	0 €	0 €	0 €
Encours des rémunérations variables attribuées au titre d'exercices antérieurs et non encore acquises	0 €	0 €	0 €
Montant des rémunérations variables attribuées au titre d'exercices antérieurs et acquises (après réduction)	0 €	0 €	0 €
- Montant des réductions opérées	0 €	0 €	0 €
Indemnités de rupture accordées	0 €	0 €	0 €
Nombre de bénéficiaires d'indemnités de rupture	0	0	0
Montant le plus élevé des indemnités de rupture accordées	0 €	0 €	0 €
Sommes payées pour le recrutement	0 €	0 €	0 €
Nombre de bénéficiaires de sommes payées pour le recrutement	0	0	0

Aucun membre du personnel ne s'est vu attribué une rémunération totale excédant 1 000 000 € au titre de 2017.

La rémunération totale individuelle du Directeur Général a été nulle pour 2017.

La rémunération totale individuelle du Directeur Général Délégué a été nulle pour 2017.

Les fonctions de gestion des risques et de conformité sont exercées par des collaborateurs de BPCE qui ne perçoivent aucune rémunération de BPCE SFH

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE POUR L'EXERCICE 2017

Le présent rapport est établi en application des articles L. 225-37 du Code de commerce et L.621-18-3 du Code monétaire et financier. Après sa présentation au le Comité des risques du 21 mars 2018, il a été approuvé par le Conseil d'administration du 5 avril 2018.

Il convient de rappeler le statut spécifique de la Société qui, de par ses statuts, n'a pas de personnel. Elle est donc gérée par les services de BPCE, conformément à la convention d'externalisation et de mise à disposition de moyens conclue le 25 mars 2011 avec BPCE SA.

De ce fait, les fonctions de contrôle sont exercées par BPCE pour le compte de BPCE SFH. Cela concerne en particulier le contrôle des risques, le contrôle de conformité et les contrôles permanent et périodique ainsi que la lutte contre le blanchiment des capitaux.

Par ailleurs, il est précisé que la Société comprend, y compris BPCE, uniquement sept (7) actionnaires, ce qui conduit naturellement à adapter au cas de la Société certaines règles classiques de gouvernance, lesquelles sont destinées avant tout aux sociétés dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé, ce qui n'est pas le cas de la Société.

Compte tenu des caractéristiques propres de la Société, il n'est pas apparu nécessaire de se référer à un code de gouvernement d'entreprise (notamment au code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP/MEDEF de juin 2013), étant précisé que la Société s'est attachée à appliquer néanmoins les principes classiques de bonne gouvernance lorsque l'application de ces derniers fait sens compte tenu des spécificités de la Société.

1- Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil

Les informations fournies ci-dessous viennent en complément des éléments fournis dans le rapport de gestion conformément à l'article L.225-102-1 du Code de commerce (sur les rémunérations, les mandats et les fonctions des mandataires sociaux...).

BPCE SFH est une société anonyme à Conseil d'administration.

1.1. Composition du Conseil d'administration

Au 31 décembre 2017, le Conseil se compose, conformément à l'article 13 des statuts, de sept (7) membres. Monsieur Olivier IRISSON assure la Présidence du Conseil d'administration.

Composition du Conseil d'administration			
Nom ⁽¹⁾	Fonction	Date de la première nomination	Date d'échéance du mandat ⁽²⁾
Olivier IRISSON	Président du Conseil d'administration – Membre du Conseil d'administration	19/12/2013	2019
Alain DAVID*	Membre du Conseil d'administration	22/10/2010	2022
Dominique ZIEGLER*	Membre du Conseil d'administration	22/10/2010	2022
Richard VINADIER*	Membre du Conseil d'administration	27/03/2012	2022
Benoît DESPRES*	Membre du Conseil d'administration	24/09/2015	2022

Jean-Jacques QUELLEC*	Membre du Conseil d'administration	24/09/2015	2022
BPCE, représentée par Céline HAYE-KIOUSIS**	Membre du Conseil d'administration	22/10/2010	2022

(1) Les autres mandats exercés par les membres du Conseil figurent dans le rapport de gestion
(2) À la date de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice écoulé

*La Banque Centrale Européenne a notifié son absence d'opposition au renouvellement de mandat de ces administrateurs par courrier en date du 25/08/2016.

**La Banque Centrale Européenne a notifié son absence d'opposition au renouvellement de mandat de ces administrateurs par courrier en date du 25/08/2016.

Membres indépendants

Le Conseil d'administration comprend un membre indépendant : Jean-Jacques QUELLEC.

1.2. Rôle et fonctionnement du Conseil

Indépendance des membres

Le Conseil d'administration comprend un membre indépendant qui n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, ses actionnaires ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement. En particulier :

- il n'est pas actionnaire de la Société, ni d'une Personne Liée ou d'un actionnaire de la Société;
- il n'est pas salarié ou mandataire social d'un actionnaire de la Société, d'une Personne Liée, d'un actionnaire de la Société, de BPCE, de l'une des Caisses d'Epargne au sens des articles L. 512-87 et suivants du Code monétaire et financier, de l'une des Banques Populaires au sens des articles L.512-2 du Code monétaire et financier ou de l'une des sociétés que BPCE contrôle, conjointement ou séparément, au sens des dispositions de l'article L 233-3 du Code de commerce;
- il n'est pas et n'a pas été au cours des cinq années précédant sa nomination, commissaire aux comptes d'un actionnaire de la Société, d'une Personne Liée, d'un actionnaire de la Société, de BPCE, de l'une des Caisses d'Epargne au sens des articles L. 512-87 et suivants du Code monétaire et financier, de l'une des Banques Populaires au sens des articles L. 512-2 du Code monétaire et financier ou de l'une des sociétés que BPCE contrôle, conjointement ou séparément, au sens des dispositions de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Déontologie des membres du Conseil d'administration

Dans un souci de bonne gouvernance, le Conseil d'administration respecte les droits des membres du Conseil d'administration et s'assure du respect des obligations auxquelles les membres du Conseils sont tenus. Le Conseil d'administration a adopté une charte de déontologie dont les obligations sont les suivantes :

- **Professionnalisme :**
 - Respect de l'intérêt social : le membre de Conseil exerce son mandat dans l'intérêt social de la société et non dans un intérêt particulier.
 - Bonne foi : il s'interdit toute initiative qui pourrait nuire aux intérêts de la Société du Groupe BPCE.
 - Cumul des mandats : le nombre de ses mandats de membre du Conseil doivent lui laisser une disponibilité suffisante. Leur nombre doit être conforme aux règles légales et réglementaires
 - Compétence : le membre de Conseil s'applique à connaître les règles de fonctionnement propres à la forme juridique de la Société, la réglementation relative à sa fonction et le fonctionnement interne du Conseil.
 - Assiduité : il participe activement aux séances, décisions du Conseil ainsi qu'aux commissions ou comités.
 - Efficacité : il contribue à la collégialité et à l'efficacité des travaux du Conseil et des comités spécialisés.

- **Ethique :**

- Respect des lois et des statuts. Le membre de Conseil doit connaître et respecter les dispositions légales et réglementaires relatives à la Société, les règles résultant des statuts et les codes, ainsi que les bonnes pratiques de gouvernance applicables.
- Intérêts des clients et intégrité du marché : il s'engage à se comporter avec loyauté et agir avec équité au mieux des intérêts des clients du Groupe BPCE et de l'intégrité du marché.
- Moralité : il doit informer le président du Conseil de toute condamnation pénale devenue définitive ou de déchéance de ses droits civiques.

- **Confidentialité :**

- Respect de la confidentialité : confidentialité des informations en particulier celles déclarées à l'issue des débats et décisions d'instances.
- Secret professionnel bancaire : la violation du secret professionnel est condamnée par le Code pénal. Elle recouvre les informations non publiques, les opérations financières et toutes opérations pouvant nuire à l'intérêt social.
- Obligation de discrétion
- Gestion d'informations privilégiées : information précise qui n'a pas été rendue publique, susceptible d'avoir une influence sensible sur le cours des instruments financiers concernés ou sur le cours d'instruments financiers qui leur sont liés.

- **Indépendance :**

- Devoir d'intervention et d'alerte : devoir d'intervenir et d'exprimer ses interrogations et ses opinions. Le membre de Conseil alerte le Conseil sur tout élément de sa connaissance lui paraissant de nature à affecter les intérêts de la Société et du Groupe BPCE.
- Conflit d'intérêts : il informe le Conseil de tout conflit d'intérêts dans lequel il pourrait être impliqué. Il doit préserver en toute circonstance son indépendance de jugement, de décision et d'action

- **Intégrité et loyauté :**

- Avantages : le membre de Conseil peut solliciter, recevoir ou accepter un avantage en rapport avec son mandat dans le Groupe BPCE.
- Restrictions des opérations sur titres pour son propre compte : le membre de Conseil des comptes-titres libres accepte de fournir toute information requise par la direction de la conformité sur ses comptes-titres et opérations effectuées.
- Crédit incontesté : le membre de Conseil doit avoir un crédit incontesté.

Informations des membres du Conseil d'administration

Afin que les membres du Conseil d'administration puissent mener à bien les missions qui leur sont confiées, le Président du Conseil d'administration s'efforce, dans la mesure du possible, de communiquer sept (7) jours avant la réunion à chacun d'entre eux les documents et informations nécessaires à l'examen des points à l'ordre du jour. Toutefois, en cas d'urgence, cette communication peut n'intervenir qu'un jour avant la réunion du Conseil d'administration.

Par ailleurs, tout membre du Conseil d'administration peut se faire communiquer tous documents et informations qu'il estime utiles pour la préparation d'une réunion, sous réserve d'en faire la demande dans des délais raisonnables.

Lorsque le respect de la confidentialité l'exige ou lorsque le Conseil d'administration est convoqué à très brefs délais, les documents et informations peuvent faire l'objet d'une communication en séance. En outre, les membres du Conseil reçoivent, entre les réunions, par tous moyens, toutes informations utiles sur les événements ou les opérations significatifs pour la Société.

Missions du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle les affaires qui la concernent.

Toutefois, les décisions du Conseil ne peuvent pas affecter les pouvoirs conférés par la loi au directeur général, particulièrement lorsque celui-ci n'assume pas les fonctions de Président du Conseil d'administration. En outre, le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Le Conseil d'administration arrête les comptes annuels, le rapport de gestion ainsi que les autres documents mentionnés à l'article L. 232-1 du Code de commerce. Le Conseil d'administration doit mettre ces documents à la disposition des commissaires aux comptes dans les conditions prévues par la loi et les soumettre à l'approbation des actionnaires dans un délai de cinq mois à compter de la clôture de l'exercice.

En application des dispositions de l'article L. 228-40 alinéa 2 du Code de commerce, le Conseil d'administration pourra déléguer à un ou plusieurs de ses membres, au directeur général ou, en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs directeurs généraux délégués et, sous réserve de l'obtention par la Société d'un agrément en qualité de société financière, à toute personne qui n'est pas membre du Conseil d'administration, les pouvoirs nécessaires pour réaliser dans un délai d'un an, l'émission des obligations et en arrêter les modalités.

Les règles et modalités de délégation mentionnées ci-dessus concernant les émissions d'obligations s'appliqueront également aux décisions et autorisations relatives à toutes autres ressources mentionnées à l'article 4 des présents statuts que la Société viendrait à recueillir pour financer les opérations envisagées audit article (que ces ressources bénéficient ou non du privilège mentionné au même article).

Enfin, le Conseil d'administration peut également nommer un ou plusieurs comités dont il fixe la composition et les attributions. Ces comités, qui peuvent comprendre des administrateurs ou des tiers choisis en raison de leur compétence, sont chargés d'étudier les questions que le Conseil d'administration ou son Président renvoie à leur examen.

Règles et fonctionnement du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président.

Toutefois, lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins des membres du Conseil d'administration peut demander au Président de convoquer sur un ordre du jour déterminé par ces administrateurs, et lorsque le directeur général n'assume pas les fonctions de Président du Conseil d'administration comme indiqué à l'article 17 des statuts, le directeur général peut demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé dans cette demande.

En cas de carence du Président, le groupe d'administrateurs ou le directeur général qui auront sollicité la convocation du Conseil d'administration, seront compétents pour procéder eux-mêmes à la convocation du Conseil et fixer l'ordre du jour.

Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'administration par tous moyens, même verbalement. La réunion a lieu soit au siège social, soit dans tout autre endroit indiqué dans la convocation, y compris à l'étranger.

Le Président préside les séances du Conseil. Le Conseil peut, s'il le juge utile, désigner un vice-président qui préside les séances en l'absence du Président. En cas d'absence ou d'empêchement du Président et à défaut de vice-président, la présidence de la séance est assurée par l'administrateur le plus âgé.

Le Conseil peut enfin nommer un secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires de la Société.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'administration et qui mentionne, le cas échéant, la participation des administrateurs par des moyens de visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication.

Un administrateur peut donner, même par lettre ou télécopie, mandat à un autre administrateur de le représenter. Chaque administrateur ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule procuration.

Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. La voix du président de séance est prépondérante.

Le Conseil peut décider de constituer dans son sein, ou avec le concours de personnes non administrateurs, des comités ou commissions chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président renvoient à leur examen; ces comités ou commissions exercent leurs attributions sous sa responsabilité.

En l'occurrence, le Conseil de BPCE SFH a constitué un Comité d'Audit en application de l'article L.823-19 du code de commerce et un comité des Risques, un Comité des nominations et un Comité des rémunérations en application de l'article L.511-89 du code monétaire et financier et de l'article 104 de l'arrêté du 3 novembre 2014 (se substituant au CRBF 97-02).

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur, et signés par le président de séance et par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président de séance, par deux administrateurs, sans que l'omission de cette formalité puisse entraîner la nullité des décisions prises.

Les copies ou extraits de procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le président du Conseil d'administration, le directeur général, les directeurs généraux délégués, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Les administrateurs, comme toute personne appelée à assister aux réunions du Conseil, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et signalées comme telles par le Président de séance.

Le Conseil d'administration, dans les conditions légales et réglementaires, pourra établir un règlement intérieur fixant les modalités et conditions dans lesquelles sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective, conformément à la réglementation en vigueur. Cette disposition n'est pas applicable pour l'arrêté des comptes annuels et l'établissement du rapport de gestion.

Activité du Conseil d'administration en 2017

En 2017, le Conseil s'est réuni cinq (5) fois.

La participation des membres du Conseil aux réunions du Conseil a été satisfaisante puisque le taux de présence pour l'année est de 92,85 %.

Le **26 avril 2017**, le Conseil s'est réuni pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de l'Inspection Générale Groupe sur la mission d'audit
- Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 16 décembre 2016

- Compte rendu du Comité d'audit du 28 mars 2017
- Compte rendu du Comité des risques du 28 mars 2017
- Compte rendu du Comité des rémunérations du 28 mars 2017
- Compte rendu du Comité des nominations du 28 mars 2017
- Examen et arrêté des comptes clos au 31 décembre 2016 et du rapport financier annuel (en ce compris le rapport prévu à l'article 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'ACPR – Politique et pratiques de rémunération des personnes définies à l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier
- Proposition d'affectation du résultat de l'exercice
- Rapport du Président sur la composition et les travaux du conseil d'administration, les procédures de contrôle interne et de gestion des risques pour l'exercice 2016
- Convocation de l'Assemblée Générale Mixte, ordre du jour et projets de résolutions
- Approbation du plan annuel de couverture des ressources privilégiées jusqu'à leur échéance tel que prévu par l'arrêté du 26 mai 2014
- Présentation des travaux du Contrôleur Spécifique
- Evolution de la marge de fonctionnement de la Société
- Information sur les opérations d'émission réalisées au 1er trimestre 2017
- Programme d'émission d'OFH et autres ressources privilégiées pour le 2ème trimestre 2017
- Questions diverses

Le **23 mai 2017**, le Conseil s'est réuni pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Programme d'émission d'OFH et autres ressources privilégiées pour le 2ème trimestre 2017
2. Questions diverses

Le **20 juin 2017**, le Conseil s'est réuni pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Présentation de l'outil LeadingBoards
- Approbation des procès-verbaux des Conseils d'administration du 26 avril 2017 et 23 mai 2017
- Compte-rendu du Comité des nominations
- Examen du plus récent rapport mensuel destiné aux investisseurs, de l'évolution du collatéral et de la surcollatéralisation sur un an
- Point sur les rating triggers
- Information sur les opérations d'émission réalisées au deuxième trimestre 2017
- Programme d'émission d'OH et autres ressources privilégiées pour le troisième trimestre 2017
- Questions diverses

Le **28 septembre 2017**, le Conseil s'est réuni pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 20 juin 2017
- Examen des comptes au 30 juin 2017 et du projet de rapport semestriel
- Point sur les travaux du Comité d'Audit
- Synthèse des travaux des Commissaires aux Comptes sur les comptes au 30 juin 2017
- Examen du plus récent rapport mensuel destiné aux investisseurs, de l'évolution du collatéral sur un an et de l'évolution de la surcollatéralisation sur un an
- Examen des ratios et limites réglementaires au 30 juin 2017
- Point sur les "rating triggers" / évolution des besoins de liquidité en cas de déclenchement des rating triggers
- Information sur les opérations d'émission réalisées au 3^{ème} trimestre (jusqu'au 28 septembre 2017)
- Approbation du programme d'émission du 4ème trimestre 2017
- Questions diverses.

Le **14 décembre 2017**, le Conseil s'est réuni pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 28 septembre 2017
- Point sur les travaux du Comité des Risques
- Examen de l'évolution du collatéral sur un an et de l'évolution de la surcollatéralisation sur un an
- Point sur les "rating triggers"

- Information sur les opérations d'émission réalisées au 4^{ème} trimestre 2017
- Approbation du programme annuel d'émission pour 2018
- Approbation du programme d'émission du 1^{er} trimestre 2018
- Répartition des jetons de présence
- Examen des conventions réglementées dont l'exécution s'est poursuivie en 2017
- Charte de déontologie des administrateurs
- Questions diverses.

Principes et règles arrêtés pour déterminer la rémunération des mandataires sociaux

Conformément à l'article 19 des statuts de la Société, l'assemblée générale peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence. Le Conseil d'administration répartit cette rémunération librement entre ses membres.

La rémunération du Président du Conseil d'administration, celle du directeur général, ainsi que celle des directeurs généraux délégués, sont déterminées par le Conseil d'administration. Elles peuvent être fixes ou proportionnelles, ou à la fois fixes et proportionnelles.

Il peut être alloué par le Conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs; dans ce cas, ces rémunérations portées aux charges d'exploitation sont portées à la connaissance des commissaires aux comptes et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

L'enveloppe annuelle de jetons de présence d'un montant de 4000 € décidée par l'Assemblée Générale du 23 avril 2012, reconduite chaque année jusqu'à décision contraire, a été attribuée par le Conseil d'administration le 14 décembre 2017 en totalité à Jean-Jacques QUELLEC, administrateur indépendant.

Aucune autre rémunération fixe ou variable n'a été allouée aux dirigeants mandataires sociaux de la Société. Aucun avantage particulier (indemnité due à raison de la cessation ou du changement de fonction) ni régime spécifique de retraite n'est accordé aux mandataires sociaux par BPCE SFH.

Aucun plan d'options de souscriptions ou d'achat d'actions (stock-options), d'actions de performance, ou d'actions gratuites n'a été mis en place par BPCE SFH.

Aucune rémunération n'ayant été versée par BPCE SFH à ses mandataires sociaux, les tableaux requis par l'AFEP/MEDEF et par l'AMF sur les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux des sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ne sont pas présentés.

Conventions « réglementées » et « déclarables »

Aucune convention ou engagement visé à l'article L. 225-38 du Code de commerce n'a été autorisé par le Conseil d'administration au cours de l'exercice 2017.

Le Conseil d'administration du 14 décembre 2017 a pris acte qu'aucune convention visée à l'article L225-40-1 du code de commerce n'était à examiner.

Aucune convention visée au dernier alinéa de l'article L.225-102-1 du Code de commerce n'est à mentionner.

1.3. Présentation de l'organisation et du fonctionnement des comités (d'audit, des risques, des rémunérations et des nominations)

En application de l'article L.511-89 du code monétaire et financier et de l'article 104 de l'arrêté du 3 novembre 2014 (se substituant au CRBF 97-02), dans tous les établissements de crédit et les sociétés de financement dont le total de bilan social ou consolidé est supérieur à 5 milliards d'euros, le conseil d'administration, est tenu de constituer :

- un comité des risques dorénavant distinct du comité d'audit, celui-ci étant toujours obligatoirement requis au titre de l'article L.823-19 du code de commerce,

- un comité des nominations
- un comité des rémunérations.

BPCE SFH remplissant le critère de total de bilan supérieur à 5 milliards d'euros, le Conseil d'administration en date du 25 juin 2015 a opéré une distinction de son comité d'Audit et des Risques et a constitué un comité des Nominations et un comité des Rémunérations.

Le Conseil d'administration du 24 mai 2016 a renouvelé les mandats de membres de comités.

En 2017, le Comité d'Audit s'est réuni deux (2) fois.

Le **23 mars 2017**, le Comité d'Audit s'est réuni pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Procès-verbal de la réunion du 23 septembre 2016
- Présentation et examen des comptes clos au 31 décembre 2016
- Présentation du projet de rapport de gestion de la Société
- Examen du plus récent rapport mensuel destiné aux investisseurs et de la variation du collatéral sur un an
- Solvabilité par transparence
- Examen de l'appel d'offres pour le mandat de commissaire aux comptes titulaire
- Questions diverses

Le **28 septembre 2017**, le Comité d'Audit s'est réuni pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation du procès-verbal du Comité d'Audit du 28 mars 2017,
- Présentation des comptes semestriels et du projet de rapport semestriel,
- Questions diverses.

En 2017, le Comité des Risques s'est réuni deux (2) fois.

Le **23 mars 2016**, le Comité des Risques s'est réuni pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Procès-verbal du comité des risques du 16 décembre 2016
- Point sur les rating triggers
- Compte-rendu du dernier Comité de coordination du contrôle interne
- Point sur les risques
- Point sur la conformité et le contrôle permanent
- Point sur les travaux de l'Inspection Générale
- Présentation du rapport du Président sur le contrôle interne
- Rapport prévu à l'article 258 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'ACPR (intégré dans le rapport consolidé de BPCE)
- Examen prévu à l'article L511-95 du code monétaire et financier
- Questions diverses.

Le **14 décembre 2017**, le Comité des Risques s'est réuni pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Procès-verbal du comité des risques du 28 mars 2017
- Point sur les rating triggers
- Compte-rendu du dernier Comité de coordination du contrôle interne
- Point sur les risques
- Point sur la conformité et le contrôle permanent
- Point sur les travaux de l'Inspection Générale
- Questions diverses

En 2017, le comité des Nominations s'est réuni deux (2) fois.

Le **28 mars 2017**, le comité des Nominations s'est réuni pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation du procès-verbal du 24 mai 2016 ;
- Evaluation du conseil ;
- Questions diverses.

Le **20 juin 2017**, le comité des Nominations s'est réuni pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation du procès-verbal du 28 mars 2017 ;
- Restitution de l'auto-évaluation du conseil ;
- Questions diverses.

En 2017, le comité des Rémunérations s'est réuni deux (2) fois.

Le **28 mars 2017**, le comité des Rémunérations s'est réuni pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Procès-verbal du comité des rémunérations du 16 décembre 2016
- Rapport prévu à l'article 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'ACPR – Politique et pratiques de rémunération des personnes définies à l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier
- Examen annuel des principes de la politique de rémunération de l'entreprise et des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux de l'entreprise prévu à l'article L511-102 du Code monétaire et Financier
- Questions diverses.

Le **14 décembre 2017**, le comité des Rémunérations s'est réuni pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Procès-verbal du comité des rémunérations du 28 mars 2017
- Répartition des jetons de présence
- Questions diverses

1.4. Modalités relatives à la participation des actionnaires aux assemblées générales

Les modalités de participation aux assemblées générales de la Société sont décrites à l'article 23 ("Assemblées Générales") des statuts de la Société.

Commissaires aux comptes de l'établissement

Les Commissaires aux comptes responsables du contrôle des comptes individuels de BPCE SFH sont au 31 décembre 2017 :

- KPMG SA (représenté par Xavier de CONINCK), nommé jusqu'à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2023 pour statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2022
- PricewaterhouseCoopers Audit (représenté par Agnès HUSSHERR), nommé jusqu'à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2019 pour statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2018

2.5. – Intervention d'un Contrôleur Spécifique

Conformément à la loi et aux statuts de BPCE SFH, un contrôleur spécifique a été désigné afin de veiller au respect par BPCE SFH de l'ensemble des dispositions réglementaires et législatives qui lui sont propres (article L. 515-13 à L. 515-33 du CMF).

La mission du Contrôleur Spécifique :

- est distincte de celle des commissaires aux comptes,
- ne porte pas à proprement parler sur les comptes,
- est réalisée pour sécuriser les porteurs des titres émis par BPCE SFH en vérifiant en particulier que les prêts à l'habitat affectés en garantie sont bien conformes aux dispositions des lois et règlements,
- comprend pour les prêts à l'habitat cautionnés par un établissement de crédit ou une entreprise

- d'assurance entrant dans le même périmètre de consolidation que BPCE SFH un rôle important de vérification que les méthodes d'évaluation des risques des cautions concernées sont appropriées,
- est réalisée pour les besoins d'information de l'ACPR (sa nomination doit être agréée par l'ACPR).

Contrôleur Spécifique de l'établissement

Le contrôleur spécifique est le Cabinet Cailliau Dedouit et Associés (représenté par Laurent Brun) dont les fonctions ont été renouvelées pour une durée de 4 ans le 15 janvier 2015 par le Directeur Général à la suite de l'avis conforme de l'ACPR du 8 octobre 2014.

COMPTES INDIVIDUELS ANNUELS

BPCE SFH

1 BILAN ET HORS BILAN

en milliers d'euros

ACTIF	Notes	31/12/2017	31/12/2016
CAISSES, BANQUES CENTRALES		5	8
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES			
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1 / 3.8	25 296 945	22 639 089
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE			
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	3.2 / 3.8	414 301	416 535
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE			
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	3.3	0	0
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES			
OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATIONS SIMPLES			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
AUTRES ACTIFS	3.5	1 312	1 500
COMPTES DE REGULARISATION	3.6	166 513	167 062
TOTAL DE L'ACTIF		25 879 076	23 224 194
HORS BILAN	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT			
ENGAGEMENTS DE GARANTIE			
ENGAGEMENTS SUR TITRES			

en milliers d'euros

PASSIF	Notes	31/12/2017	31/12/2016
BANQUES CENTRALES			
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1 / 3.8	1 819 920	1 299 861
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE			
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	3.4 / 3.8	23 249 498	21 113 948
AUTRES PASSIFS	3.5	1 161	212
COMPTES DE REGULARISATION	3.6	167 087	168 779
PROVISIONS			
DETTES SUBORDONNEES			
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)			
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	3.7	641 410	641 394
Capital souscrit		600 000	600 000
Primes d'émission			
Réserves		26 792	26 483
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		11 521	8 748
Résultat de la période		3 097	6 163
TOTAL DU PASSIF		25 879 076	23 224 194
HORS BILAN	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements reçus			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT			
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	4.1	30 399 218	27 672 122
ENGAGEMENTS SUR TITRES			

2 COMPTE DE RESULTAT

en milliers d'euros

	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
Intérêts et produits assimilés	5.1	483 051	912 423
Intérêts et charges assimilées	5.1	(474 430)	(899 172)
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)			
Commissions (charges)	5.2	(5)	(12)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire			
Autres charges d'exploitation bancaire			
PRODUIT NET BANCAIRE		8 616	13 239
Charges générales d'exploitation	5.3	(3 084)	(3 233)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles			
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		5 532	10 006
Coût du risque			
RESULTAT D'EXPLOITATION		5 532	10 006
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		5 532	10 006
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	5.4	(2 434)	(3 843)
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées			
RESULTAT NET		3 097	6 163

3 NOTES ANNEXES AUX COMPTES INDIVIDUELS ANNUELS

NOTE 1.	CADRE GÉNÉRAL	56
1.1	FONCTIONNEMENT DE BPCE SFH.....	56
1.2	EVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS	56
1.3	EVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE.....	58
NOTE 2.	PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES.....	59
2.1	MÉTHODES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION APPLIQUÉES	59
2.2	CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES	59
2.3	PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION.....	59
2.3.1	<i>Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle.....</i>	<i>59</i>
2.3.2	<i>Titres.....</i>	<i>59</i>
2.3.3	<i>Dettes représentées par un titre.....</i>	<i>61</i>
2.3.4	<i>Intérêts et assimilés – Commissions.....</i>	<i>62</i>
2.3.5	<i>Revenus des titres.....</i>	<i>62</i>
2.3.6	<i>Impôt sur les bénéfices.....</i>	<i>62</i>
2.3.7	<i>Contributions aux mécanismes de résolution bancaire.....</i>	<i>62</i>
NOTE 3.	INFORMATIONS SUR LE BILAN	63
3.1	OPÉRATIONS INTERBANCAIRES.....	63
3.2	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	64
3.2.1	<i>Portefeuille titres</i>	<i>64</i>
3.2.2	<i>Evolution des titres d'investissement.....</i>	<i>64</i>
3.3	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES, AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME.....	64
3.3.1	<i>Opérations avec les entreprises liées.....</i>	<i>64</i>
3.4	DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	65
3.5	AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS	65
3.6	COMPTES DE RÉGULARISATION	66
3.7	CAPITAUX PROPRES	67
3.8	DURÉE RÉSIDUELLE DES EMPLOIS ET RESSOURCES	67
NOTE 4.	INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN ET OPERATIONS ASSIMILEES	68
4.1	ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS	68
4.2	VENTILATION DU BILAN PAR DEVISE	68
NOTE 5.	INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT	69
5.1	INTÉRÊTS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILÉS	69
5.2	COMMISSIONS	69
5.3	CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	70
5.4	IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	71
NOTE 6.	TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE.....	72
6.1	PRINCIPES.....	72
6.2	TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	73
NOTE 7.	AUTRES INFORMATIONS	74

7.1	CONSOLIDATION	75
7.2	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	75
7.3	IMPLANTATIONS DANS LES PAYS NON COOPÉRATIFS.....	75

1.1 *Fonctionnement de BPCE SFH*

La Loi sur la Régulation Bancaire et Financière (LRBF) du 22 octobre 2010 a donné un cadre légal au refinancement des activités de prêts à l'immobilier résidentiel. La loi a créé une nouvelle catégorie d'obligations sécurisées, distincte des Obligations Foncières, les Obligations à l'Habitat (OH), qui sont émises par une Société de Financement de l'Habitat (SFH) et ont pour vocation de faciliter le refinancement des activités de prêts à l'immobilier résidentiel des banques françaises.

La loi confère à la SFH des avantages législatifs significatifs. La SFH dispose :

- du privilège des créances de l'article L.513-11 du Code Monétaire et Financier (CMF) ;
- d'un contrôleur spécifique, et d'un commissaire aux comptes nommé après avis conforme de l'ACPR, (art. L. 513-32 du CMF) ;
- du surdimensionnement réglementaire de l'article L. 513-12 du CMF.

Les sécurités et garanties apportées dans les OH sont intégralement explicitées par la loi. La protection est la même pour l'ensemble des investisseurs qui bénéficient également d'un cadre très simple et lisible.

Le principe général est d'émettre des OH sur le marché national et international et de les garantir par un ensemble surdimensionné de prêts (pool) respectant des critères d'éligibilité prédéfinis. Dans un premier temps, les prêts concernent les Caisses d'Épargne et les Banques Populaires.

Les ressources collectées par BPCE SFH sont intégralement prêtées aux établissements participant au programme d'émission (Caisses d'Épargne, Banques Populaires et BPCE SA). BPCE SA intervenant en tant qu'agent des Caisses d'Épargne et des Banques Populaires et en tant qu'emprunteur.

Pour sécuriser les prêts qui leur sont octroyés par BPCE SFH, comme dans le cadre actuel des Covered Bonds, les Caisses d'Épargne et les Banques Populaires consentent une garantie sur une partie de leur production de prêts immobiliers résidentiels. BPCE SFH bénéficie ainsi d'une garantie financière accordée par les Caisses d'Épargne et les Banques Populaires sous la forme du nantissement d'un portefeuille de créances qu'elles détiennent.

Cette garantie financière est régie par l'article L 211-38-I du CMF qui prévoit qu'à « titre de garantie des obligations financières présentes et futures [...], les parties peuvent prévoir la remise en pleine propriété, opposable aux tiers sans formalités, d'instruments financiers, effets, créances, contrats ou sommes d'argent, ou la constitution de sûretés sur de tels biens ou droits », même lorsque l'une des parties fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires, y compris si cette procédure est ouverte sur le fondement d'un droit étranger. En d'autres termes, si une banque remet un portefeuille de prêts à l'habitat en garantie d'une opération de refinancement (émission d'obligations), ce portefeuille est alors inaliénable et ne peut être revendiqué par les créanciers de la banque.

Les sûretés sont essentiellement constituées sur des prêts résidentiels assortis soit d'une hypothèque (ou d'un privilège de prêteur de deniers), soit d'une garantie octroyée par une société de cautionnement. La loi crée un label « bonne » caution interne et une pondération est appliquée en fonction de la qualité de la caution interne.

Le mécanisme de mise en garantie des créances est associé à une obligation de reporting périodique, notamment auprès des agences de notation et des investisseurs.

En cas de survenance du défaut du Groupe BPCE dans le respect de ses obligations au titre de la documentation du programme d'émission, la garantie financière pourrait être exercée et la propriété des actifs donnés en garantie serait transférée à BPCE SFH.

BPCE SFH a un statut de SFH et bénéficie d'un agrément spécifique de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution en qualité de société financière qui a été prononcé en date du 1^{er} avril 2011.

1.2 Evénements significatifs

En 2017, BPCE SFH a réalisé les émissions suivantes :

Emissions en milliers d'euros	
Emissions publiques	2 750 000
Emissions privées de droit français	976 000
Emissions privées de droit allemand	50 000
Total	3 776 000

Deux séries d'émissions de 1 485 millions d'euros et 30 millions d'euros sont arrivées à échéance en février 2017.

Une émission de 105 millions d'euros est arrivée à échéance en juillet 2017.

BPCE SFH a dû rembourser 1 515 millions d'euros, du fait de la tombée de la série 10 et de la série 11 en février 2017. Conformément à la réglementation SFH, la structure doit disposer des fonds nécessaires 6 mois avant l'échéance.

Dans ce cadre, le 19 août 2016 BPCE SFH a emprunté 1 300 millions d'euros à BPCE sur 7 mois à OIS + 19 bps et prêté à BPCE 1 300 millions d'euros sur 3 mois à OIS + 4 bps.

Ces opérations renouvelées mensuellement, ont été clôturées le 19 février 2017, et ont générées une charge de 201 milliers d'euros en 2017.

Le Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) a communiqué en mai 2017 à BPCE SFH l'appel de contribution 2017 au Fonds de Résolution Unique (FRU) pour 1 971 millions d'euros. Cette contribution correspond :

- D'une part à une cotisation définitive (égale à 85 % du montant payé) enregistrée en charges. Cette charge, non déductible au plan fiscal, s'élève à 1 675 milliers d'euros.
- D'autre part à un dépôt de garantie (égal à 15 % du montant payé) enregistré à l'actif du bilan. Ce dépôt de garantie s'élève à 296 milliers d'euros.

L'assemblée générale du 15 Mai 2017 a décidé le paiement d'un dividende unitaire de 0,00514 euro par action. BPCE SFH a ainsi versé à son actionnaire BPCE 3 081 milliers d'euros le 16 mai 2017.

BPCE SFH doit rembourser 2 180 millions d'euros en février et en mars 2018 au titre de la tombée des séries 12, 21, 26 et 59.

Pour ce faire, le 1 septembre 2017 BPCE SFH a emprunté 1 840 millions d'euros à BPCE sur 7 mois à OIS + 4,5 bps et prêté à BPCE 1 840 millions d'euros sur 3 mois à OIS - 0,5 bp.

A partir du 27 décembre 2017, le montant de l'emprunt et du prêt est de 1 820 millions d'euros.

Ces opérations sont renouvelées mensuellement et ont générées sur l'exercice 2017 une charge de 635 milliers d'euros.

1.3 Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement intervenu après la clôture et ayant une incidence sur les comptes de la période n'a été constaté.

2.1 Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de BPCE SFH sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.2 Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2017.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2017 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de dépréciations et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1 Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale, augmentée des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques.

2.3.2 Titres

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

2.3.3 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont, selon leur nature, pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charge ou produit à répartir.

2.3.4 Intérêts et assimilés – Commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat *prorata temporis*.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations.
- Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

2.3.5 Revenus des titres

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans la période.

2.3.6 Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de la période.

BPCE SFH a signé avec sa mère intégrante (BPCE) une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

2.3.7 Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. En 2016, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dans sa décision n°2016-C-51 du 10 octobre 2016, a arrêté une méthode de calcul par stock des contributions pour le mécanisme des dépôts.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds devient un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution. Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élève à 771 milliards d'euros.

NOTE 3.**INFORMATIONS SUR LE BILAN**

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

3.1 Opérations interbancaires

en milliers d'euros

ACTIF	31/12/2017	31/12/2016
Créances à vue	226 319	223 975
<i>Comptes ordinaires</i>	226 319	223 975
<i>Comptes et prêts au jour le jour</i>		
<i>Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour</i>		
<i>Valeurs non imputées</i>		
Créances à terme	24 822 000	22 146 000
<i>Comptes et prêts à terme</i>	24 822 000	22 146 000
<i>Prêts subordonnés et participatifs</i>		
<i>Valeurs et titres reçus en pension à terme</i>		
Créances rattachées	248 626	269 114
Créances douteuses		
<i>dont créances douteuses compromises</i>		
Dépréciations des créances interbancaires		
<i>dont dépréciation sur créances douteuses compromises</i>		
TOTAL	25 296 945	22 639 089

Les créances à vue représentent pour 226 319 milliers d'euros le solde des comptes bancaires de BPCE SFH ouverts chez BPCE et chez Natixis.

Les créances à terme de 24 822 000 milliers d'euros représentent les prêts consentis à BPCE, aux Banques Populaires et aux Caisses d'Épargne.

en milliers d'euros

PASSIF	31/12/2017	31/12/2016
Dettes à vue		
Comptes ordinaires créditeurs		
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour		
Autres sommes dues		
Dettes rattachées à vue		
Dettes à terme	1 819 920	1 299 861
<i>Comptes et emprunts à terme</i>	1 820 000	1 300 000
<i>Valeurs et titres donnés en pension à terme</i>		
<i>Dettes rattachées à terme</i>	-80	-139
TOTAL	1 819 920	1 299 861

Les dettes à terme de 1 820 millions d'euros correspondent aux emprunts consentis par BPCE.

3.2 Obligations et autres titres à revenu fixe

3.2.1 Portefeuille titres

en milliers d'euros	31/12/2017				31/12/2016			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeurs brutes								
Créances rattachées								
Dépréciations								
Obligations et autres titres à revenu fixe			414 301	414 301			416 535	416 535
Valeurs brutes			406 743	406 743			408 978	408 978
Créances rattachées			7 558	7 558			7 558	7 558
Dépréciations								
Actions et autres titres à revenu variable								
Valeurs brutes								
Créances rattachées								
Dépréciations								
Total			414 301	414 301			416 535	416 535

Obligations et autres titres à revenu fixe

en milliers d'euros	31/12/2017				31/12/2016			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Titres cotés			206 743	206 743			208 978	208 978
Titres non cotés			200 000	200 000			200 000	200 000
Titres prêtés								
Titres empruntés								
Créances douteuses								
Créances rattachées			7 558	7 558			7 558	7 558
TOTAL			414 301	414 301			416 535	416 535
<i>dont titres subordonnés</i>								

3.2.2 Evolution des titres d'investissement

en milliers d'euros	01/01/2017	Achats	Cessions	Remboursements	Conversion	Décotes / surcotes	Transferts	Autres variations	31/12/2017
Effets publics									
Obligations et autres titres à revenu fixe	408 978					(2 235)			406 743
TOTAL	408 978					(2 235)			406 743

3.3 Parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

3.3.1 Opérations avec les entreprises liées

Il s'agit des sociétés susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidé. Les opérations sont essentiellement effectuées avec les Banques Populaires, les Caisses d'Épargne, la Compagnie de Financement Foncier et BPCE.

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2017		31/12/2016
	Etablissements de crédit	Autres entreprises	Total
Créances	25 296 945		25 296 945
<i>dont subordonnées</i>			
Dettes	0		0
<i>dont subordonnées</i>			
Engagements de financement			
Engagements de garantie			
Autres engagements donnés			
Engagements donnés	0		0
Engagements de financement			
Engagements de garantie	30 399 218		30 399 218
Autres engagements reçus			
Engagements reçus	30 399 218		30 399 218
			27 672 122

Il n'y a pas de transaction significative conclue à des conditions hors marché avec une partie liée.

3.4 Dettes représentées par un titre

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2017	31/12/2016
Bons de caisse et bons d'épargne		
Titres du marché interbancaire et de créances négociables		
Emprunts obligataires	23 002 000	20 846 000
Autres dettes représentées par un titre		
Dettes rattachées	247 498	267 948
TOTAL	23 249 498	21 113 948

Les emprunts obligataires correspondent au stock d'émissions réalisées par BPCE SFH.

3.5 Autres actifs et autres passifs

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Versements restant à effectuer sur titres de participations				
Comptes de règlement sur opérations sur titres				
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus				
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres				
Créances et dettes sociales et fiscales	540	138	1 025	212
Dépôts de garantie versés et reçus	771		476	
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers		1 023		
TOTAL	1 312	1 161	1 500	212

Les autres actifs sont constitués de :

- L'impôt sur les bénéfices pour un montant de 447 milliers d'euros,

- La CVAE pour un montant de 93 milliers d'euros.
- Fonds de Résolution Unique pour un montant de 771 milliers d'euros.

Les autres passifs sont composés de :

- La contribution sociale de solidarité pour un montant de 138 milliers d'euros,
- Factures fournisseurs en attente de règlement pour un montant de 1 023 milliers d'euros.

3.6 Comptes de régularisation

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises				
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture				
Primes d'émission et de remboursement	81 812	84 689	58 240	108 779
Charges et produits constatés d'avance	84 701	81 812	108 791	58 240
Produits à recevoir/Charges à payer		586	31	1 760
Valeurs à l'encaissement				
Autres				
TOTAL	166 513	167 087	167 062	168 779

Les primes de remboursement ou d'émission restant à amortir s'élèvent à 81 812 milliers d'euros à l'actif et à 84 689 milliers d'euros au passif. Le solde non amorti correspond à la différence entre le montant initialement reçu et le prix de remboursement des dettes représentées par un titre.

Les charges et produits constatés d'avance correspondent principalement aux surcotes / décotes et commissions restant à amortir. Celles-ci représentent 81 812 milliers d'euros au passif et 84 701 milliers d'euros à l'actif.

Le poste « Charges à payer » se compose notamment des charges refacturées par BPCE pour 160 milliers d'euros et des frais liés aux émissions pour 386 milliers d'euros.

3.7 Capitaux propres

<i>en milliers d'euros</i>	Capital	Réserves/ Autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2015	600 000	26 023	0	9 208	635 231
Mouvements de l'exercice		460	8 748	(3 045)	6 163
Total au 31 décembre 2016	600 000	26 483	8 748	6 163	641 394
Variation de capital					
Affectation résultat 2016		308	5 855	(6 163)	
Distribution de dividendes			(3 082)		(3 082)
Augmentation de capital					
Remboursement du capital					
Autres mouvements					
Résultat de la période				3 097	3 097
TOTAL au 31 décembre 2017	600 000	26 792	11 521	3 097	641 410

Nombre de titres					
	A l'ouverture de la période	Créés pendant La période	Remboursés pendant la période	A la clôture de la période	Valeur Nominale
Actions ordinaires	600 000			600 000	1 euro
Actions amorties					
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					

Le capital social de BPCE SFH s'élève à 600 000 milliers d'euros, soit 600 000 milliers d'actions d'une valeur de 1 euro chacune, détenues à 100% par BPCE.

3.8 Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2017					Non déterminé	Total
	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans		
Effets publics et valeurs assimilées							
Créances sur les établissements de crédit	474 945	4 000 000	8 000	10 461 500	10 352 500		25 296 945
Opérations avec la clientèle							
Obligations et autres titres à revenu fixe	7 558			307 439	99 304		414 301
Opérations de crédit-bail et de locations simples							
Total des emplois	482 503	4 000 000	8 000	10 768 939	10 451 804	0	25 711 246
Dettes envers les établissements de crédit	-80		1 820 000				1 819 920
Opérations avec la clientèle							
Dettes représentées par un titre	247 498	2 180 000	8 000	10 461 500	10 352 500		23 249 498
Dettes subordonnées							
Total des ressources	247 418	2 180 000	1 828 000	10 461 500	10 352 500	0	25 069 418

NOTE 4.**INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN ET OPERATIONS ASSIMILEES****4.1 Engagements reçus et donnés****Engagements de garantie**

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2017		31/12/2016	
	Donnés	Reçus	Donnés	Reçus
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit		30 399 218		27 672 122
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle				
Total		30 399 218		27 672 122

BPCE SFH bénéficie de valeurs apportées en garantie par les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires.

Cette garantie est constituée directement sur un portefeuille de créances immobilières détenues par les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires. Au 31 décembre 2017, ces créances s'élèvent à 30 399 218 milliers d'euros.

En cas de survenance d'évènements prédéterminés définis dans le prospectus d'émission, la garantie pourra être exercée et la propriété des actifs donnés en garantie sera automatiquement transférée à BPCE SFH.

4.2 Ventilation du bilan par devise

Dans BPCE SFH, toutes les opérations sans exception sont en Euro.

NOTE 5.**INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT****5.1 Intérêts, produits et charges assimilés**

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	448 462	(23 251)	425 211	858 091	(43 140)	814 951
Opérations avec la clientèle						
Obligations et autres titres à revenu fixe	34 589	(451 179)	(416 590)	54 332	(856 032)	(801 700)
Dettes subordonnées						
Autres						
TOTAL	483 051	(474 430)	8 621	912 423	(899 172)	13 251

Les produits relatifs aux opérations avec les établissements de crédit comprennent les intérêts échus et intérêts courus des prêts à terme, les intérêts sur comptes courants et sur dépôts de garantie versés au Fonds de Résolution Unique (FRU). Les charges concernent l'étalement des surcotes sur prêts.

Les charges relatives aux obligations et autres titres à revenu fixe comprennent les tombées de coupons et les intérêts courus des obligations émises, les étalements des primes d'émission payées, les frais liés aux émissions (agences de notation et lettres de confort des commissaires aux comptes). Les produits concernent l'étalement des primes d'émissions reçues et les intérêts liés aux titres d'investissement.

5.2 Commissions

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaires		(5)	(5)		(12)	(12)
Autres commissions						
TOTAL		(5)	(5)		(12)	(12)

5.3 Charges générales d'exploitation

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2017	Exercice 2016
Frais de personnel		
Salaires et traitements		
Charges de retraite et assimilées		
Autres charges sociales		
Intéressement des salariés		
Participation des salariés		
Impôts et taxes liés aux rémunérations		
Total des frais de personnel	0	0
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes (1)	(238)	(1 691)
Autres charges générales d'exploitation (1)	(2 846)	(1 542)
Charges refacturées		
Total des autres charges d'exploitation	(3 084)	(3 233)
TOTAL	(3 084)	(3 233)

(1) Reclassement de la contribution au Fonds de Résolution Unique d'« Impôts et taxes » à « Autres charges générales d'exploitation ».

BPCE SFH n'a pas de salariés.

Les charges générales d'exploitation correspondent notamment à la contribution définitive au Fonds de Résolution Unique pour 1 675 milliers d'euros, aux prestations administratives et comptables réalisées par BPCE pour le compte de BPCE SFH dans le cadre d'une convention ad-hoc ainsi qu'aux impôts et taxes.

Aucune avance ni crédit n'a été consenti aux membres des organes d'administration et de direction au titre de leurs fonctions au cours de l'exercice 2017.

5.4 Impôt sur les bénéfices

La société est comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale de BPCE SA.

En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale.

Le montant ainsi calculé, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère.

L'impôt sur les sociétés acquitté auprès de la tête de groupe, ventilé entre le résultat fiscal et le résultat comptable, s'analyse ainsi :

en milliers d'euros	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultat comptable	3 097	6 163
Réintégration Contribution sociale de solidarité (N)	138	212
TRS Taxe de Risque Systémique	10	
FRU Fonds de Résolution Unique	1 675	1 307
Impôt sur les Sociétés	2 434	3 843
TOTAL 1	7 355	11 525
Déduction Contribution sociale de solidarité (N-1)	(212)	(292)
TOTAL 2	(212)	(292)
Résultat fiscal	7 143	11 233
Taux	33,33%	33,33%
IS exigible	2 381	3 744
<i>Contribution additionnelle (3,30%)</i>	53	98
Impôt sur les bénéfices	2 434	3 843

6.1 Principes

Le tableau des flux de trésorerie analyse l'évolution de la trésorerie, provenant des opérations d'exploitation, d'investissement et de financement, entre deux exercices.

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon la recommandation 2004-R.03 du Conseil national de la comptabilité, relative au format des documents de synthèse des entreprises relevant du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières (CCLRF).

Il est établi selon la méthode indirecte. Le résultat de l'exercice est retraité des éléments non monétaires : dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, dotations nettes aux dépréciations, provisions, autres mouvements sans décaissement de trésorerie, comme les charges à payer et les produits à recevoir. Les flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation, d'investissement et de financement sont déterminés par différence entre les postes des comptes annuels de l'exercice précédent et de la période en cours.

Les opérations sur le capital sans flux de trésorerie ou sans incidence sur le résultat sont neutres : paiement du dividende en actions, dotation d'une provision par imputation sur le report à nouveau.

Les activités d'exploitation comprennent :

- l'émission de ressources à long terme non subordonnées ;
- le prêt de ces ressources à des établissements de crédit du Groupe BPCE ;
- la rémunération des titres d'investissement.

Les activités d'investissement correspondent à l'acquisition de titres d'investissement.

Les activités de financement correspondent à l'émission d'actions.

La trésorerie est définie selon les normes du Conseil national de la comptabilité. Elle comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue à la Banque de France, aux CCP et chez les établissements de crédit.

6.2 *Tableau des flux de trésorerie*

Tableau des flux de trésorerie en milliers d'euros		31/12/2017	31/12/2016
ACTIVITES D'EXPLOITATION			
Résultat de l'exercice		3 097	6 163
Retraitements du résultat, liés aux opérations d'exploitation			
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles			
Dotations nettes aux dépréciations/clientèle et établissements de crédit			
Dotations nettes aux dépréciations/titres de placement			
Dotations nettes aux provisions/crédits			
Gains nets sur la cession d'immobilisations			
Autres mouvements sans décaissement de trésorerie		1 129	3 930
Flux de trésorerie sur prêts aux établissements de crédit et à la clientèle		-2 635 285	4 563 003
Flux de trésorerie sur titres de placement			
Flux de trésorerie sur titres d'investissement		59	2 898
Flux sur autres actifs		189	-1 235
Flux sur dettes/établissements de crédit et clientèle		2 635 285	-4 563 003
Emissions nettes d'emprunts			
Flux sur autres passifs		949	-729
Trésorerie nette utilisée par les activités d'exploitation		5 423	11 027
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Flux liés à la cession de :			
-Actifs financiers		0	195 000
-Immobilisations corporelles et incorporelles			
Décaissements pour l'acquisition de :			
-Actifs financiers			
-Immobilisations corporelles et incorporelles			
Flux net provenant d'autres activités d'investissement			
Trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement		0	195 000
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Flux de trésorerie due à l'émission d'actions			
Dividendes versés		-3 081	0
Emissions nettes de dettes subordonnées			
Autres			
Trésorerie nette due aux activités de financement		-3 081	0
TOTAL ACTIVITES		2 342	206 027
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE		2 342	206 027
Trésorerie à l'ouverture		223 982	17 955
Trésorerie à la clôture		226 325	223 982
Net		2 343	206 027
Caisse et banques centrales			
Opérations à vue avec les établissements de crédit		226 325	223 982
TOTAL		226 325	223 982

NOTE 7.

AUTRES INFORMATIONS

7.1 Consolidation

Les comptes individuels de BPCE SFH sont intégrés dans les comptes consolidés de BPCE en application du règlement n°99-07 du Comité de la réglementation comptable. Le siège de BPCE est situé au 50 avenue Pierre Mendès France 75201 Paris Cedex 13. Le numéro d'identification de BPCE est le 493 455 042.

7.2 Honoraires des Commissaires aux comptes

montants en milliers d'euros	PricewaterhouseCoopers Audit				KPMG				TOTAL			
	Montant		%		Montant		%		Montant		%	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Missions de certification des comptes	16	18	32 %	43%	16	18	32 %	43%	32	36	32 %	43%
Services autres que la certification des comptes	34	24	68 %	57%	34	24	68 %	57%	68	48	68 %	57%
TOTAL	50	42	100%	100%	50	42	100%	100%	100	84	100%	100%
Variation (%)	19%				19%				19%			

Les services autres que la certification des comptes comprennent essentiellement des prestations réalisées dans le cadre d'opérations financières (émissions).

7.3 Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45 du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe à leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considéré comme insuffisamment coopératif en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvait avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces Etats et territoires (mise en œuvre du décret n°2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du Groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'information des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 8 avril 2016 pris en application de l'article 238-0-A du code général des impôts.

Au 31 décembre 2017, BPCE SFH n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'assemblée générale de BPCE SFH

BPCE SFH

50 avenue Pierre Mendès France
75013 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BPCE SFH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Le cabinet KPMG Audit a été nommé commissaire aux comptes de la société BPCE SFH par l'assemblée générale du 4 mars 2011.

Le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé commissaire aux comptes de la société BPCE SFH par les premiers statuts datés du 13 décembre 2007 de GCE ODE 007 (dont la dénomination sociale est devenue BPCE SFH en mars 2011), lors de sa constitution.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 11^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG dans la 7^{ème} année, sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une

incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense, le 5 avril 2018

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Agnès Husserr-Harel

KPMG Audit

Xavier de Coninck

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

A l'assemblée générale de la société BPCE SFH S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions et engagements autorisés et conclus au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisé et conclu au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DÉJÀ APPROUVÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement déjà approuvé par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris La Défense, le 5 avril 2018

Neuilly-sur-Seine, le 5 avril 2018

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

PricewaterhouseCoopers Audit

Xavier De Coninck
Associé

Agnès Hussherr
Associée

PROJETS DE RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

(Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et quitus aux Administrateurs)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport général du Commissaire aux Comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports, lesdits comptes se soldant par un bénéfice de 3 097 223,42 euros.

L'Assemblée Générale prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

L'Assemblée Générale donne acte au Président du Conseil d'administration et aux Commissaires aux Comptes que lecture et présentation lui a été faite du rapport du Président sur les procédures de contrôle interne en application des dispositions légales de l'article L. 225-37 du Code de Commerce, ainsi que du rapport des Commissaires aux Comptes y afférent.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du Conseil d'administration, ainsi qu'aux Commissaires aux Comptes, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

DEUXIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat de l'exercice)

L'Assemblée Générale, constatant que le bénéfice de l'exercice clos au 31 décembre 2017 s'élève à 3 097 223,42 euros, approuve l'affectation de ces sommes telle qu'elle est proposée par le Conseil d'administration :

- A la réserve légale à hauteur de 5% 154 861,17 euros
- Distribution de dividendes 2 942 362,25 euros

Suite à cette affectation le solde de la réserve légale est de 2 224 574,69 euros, le solde du report à nouveau et le solde des autres réserves restent inchangés, respectivement à 11 520 884,76 euros et 24 722 173,68 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le	Dividende / revenu distribué par actions	Fraction du dividende éligible à l'abattement de 40 %	Fraction du dividende non éligible à l'abattement de 40 %
31 décembre 2014	/	/	/
31 décembre 2015	/	/	/
31 décembre 2016	3 081 498,36 euros soit 0,005 euros par action	3 081 498,36 euros	/

TROISIEME RESOLUTION

(Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles L225-38 et suivants du Code de Commerce et approbation desdites conventions)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes, sur les conventions relevant de l'article L 225-38 et suivants du Code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

QUATRIEME RESOLUTION

(Consultation sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées aux dirigeants et catégories de personnel visés à l'article L 511-71 du Code monétaire et financier, durant l'exercice 2016)

L'assemblée générale ordinaire consultée en application de l'article L 511-73 du Code Monétaire et financier, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant de l'exercice clos le 31 décembre 2017 aux catégories de personnel visées à l'article L511-71 du Code Monétaire et Financier, s'élevant à 4000 euros.

CINQUEME RESOLUTION

(Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités)

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue de l'accomplissement de toutes formalités.



Société Anonyme à Conseil d'Administration
Au capital de 600.000.000 euros
Siège social : 50 avenue Pierre Mendès France – 75013 PARIS
501 682 033 RCS PARIS

PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2017 DE BPCE SFH

M. Roland CHARBONNEL, Directeur Général de BPCE SFH

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans ce présent rapport sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

Les comptes annuels de la Société relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant dans le présent rapport.

Fait à Paris, le 5 avril 2018

Roland CHARBONNEL
Directeur Général